



**Jaarlijks Verslag - Rapport Annuel - Annual Report**

**2017**





## LE MOT DU PRESIDENT



CEPANI heeft het  
genoegen u haar  
activiteitenverslag voor  
het jaar 2017 voor te  
stellen.

Outre les nombreuses manifestations scientifiques et évènements de haut niveau, 2017 fut également une année riche en changements. Ainsi Emma Van Campenhoudt a succédé à Philippe Lambrecht en qualité de Secrétaire Général et Philippe Lambrecht accompagné de Maud Piers ont rejoint Didier Matray et Dirk Van Gerven aux fonctions de Vice-Présidents.

CEPANI40 hebben er zich een aantal wijzigingen voorgedaan. Sophie Goldman en Sigrid Van Rompaey mochten de opdracht van co-chair overnemen van Vanessa Foncke en Benoît Kohl.

2017 heeft er enerzijds voor gezorgd dat Vanessa en Benoît hun mandaat in schoonheid hebben kunnen afronden door het organiseren van kwaliteitsevenementen, terwijl het Sophie en Sigrid anderzijds heeft toegelaten zich op enthousiaste wijze voor te bereiden.

Mais un autre pilier de l'existence du CEPANI est bien entendu celui de la gestion des dossiers d'arbitrage, de médiation et autres ADR. Soucieux de toujours plus se développer, se faire connaître, et de prendre le changement par la main « avant qu'il ne nous prenne par la gorge » comme le disait Winston Churchill, le CEPANI, grâce à plusieurs groupes de travail très efficaces a mis en place de nouveaux outils de gestion et de promotion (système de stockage online dénommé BOX visant à simplifier la transmission des documents entre les parties, les arbitres et le CEPANI, vidéos, présentations, brochures) ainsi que de nouveaux règlements ADR entrés en vigueur le 1er janvier 2018.

Andere initiatieven die in 2017 werden gelanceerd omvatten de oprichting van een werkgroep verantwoordelijk voor de organisatie van het 50-jarig bestaan van CEPANI in 2019, alsook een werkgroep belast met de revisie van het CEPANI Arbitragereglement, met het oog op inwerkingtreding op 1 januari 2020.

Comme vous pouvez le constater le CEPANI a encore et toujours de beaux projets devant lui!

Je vous souhaite une bonne lecture.

Ik wens u een aangename lectuur toe.

**Dirk De Meulemeester**  
*Voorzitter - Président*



## SAVE THE DATE



Dear colleagues and friends,

CEPANI is proud to be celebrating its 50 years of existence in 2019.

Please save the date so we can celebrate this milestone together!

The festivities will take place on November 13, 14 and 15, 2019.

### THE FACTS

<b>13 November 2019</b>	20.00	CEPANI40 kick-off Cocktail <i>in a trendy Brussels bar</i>
<b>14 November 2019</b>	09.00-14.00	CEPANI Colloquium <i>CEPANI, Brussels</i>
	14.00-17.00	Academic Session (with high level keynote speaker) <i>BOZAR, Brussels</i>
	18.00-23.00	Networking gala dinner <i>BOZAR, Brussels</i>
<b>15 November 2019</b>	10.00-13.00	CEPANI40 morning debate <i>Stibbe, Brussels</i>

Official invitation will follow.

Kind regards,

Dirk De Meulemeester,  
*President CEPANI*

Emma Van Campenhoutt,  
*Secretary General CEPANI*



## QUI SOMMES NOUS?

Le recours à l'arbitrage est de plus en plus souvent privilégié pour résoudre les différends. Celui-ci offre en effet un certain nombre d'avantages non négligeables : il est rapide, confidentiel et financièrement intéressant.

Le CEPANI, qui est le Centre belge d'arbitrage et de médiation, aide ses clients à résoudre leurs différends commerciaux de manière sûre et efficace. Il s'engage à offrir aux parties en conflit le cadre juridique et administratif adéquat, afin d'assurer le meilleur traitement du litige.

Fondé en 1969, le CEPANI est aujourd'hui le principal centre d'arbitrage en Belgique. Il a étendu ses activités à d'autres formes de règlement des litiges. Situé au cœur de Bruxelles, qui accueille plusieurs institutions européennes ainsi que de nombreuses sociétés et organisations internationales, le CEPANI offre ses services dans un contexte national et international.

### UNE DOUBLE MISSION

- **Promouvoir activement l'arbitrage et les autres formes de règlement des litiges**

Le CEPANI désigne des arbitres, des médiateurs, des experts et des tiers indépendants. Il encadre le déroulement des procédures et offre des conseils pratiques ainsi qu'un soutien administratif. Outre l'arbitrage, le CEPANI gère également des procédures de médiation et de mini-trial et assure le suivi des conflits liés aux noms de domaine « .be ».

- **Promouvoir l'arbitrage, la médiation et les autres formes de règlement alternatif des litiges**

Le CEPANI organise régulièrement des conférences, des colloques, des séminaires ; il décerne un prix scientifique et publie des ouvrages sur le thème de l'arbitrage.

- **En matière de règlement alternatif des litiges, le CEPANI offre ses compétences uniques en Belgique**

### L'ARBITRAGE, LE BON CHOIX POUR MON ENTREPRISE ?

#### LES AVANTAGES DE L'ARBITRAGE

---

*Quels sont les litiges pouvant être résolus par l'arbitrage ?*

- Affaires financières, commerciales ou industrielles

- Conflits entre associés commerciaux
- Questions liées à une construction ou à la (co-)propriété immobilière
- Gestion de patrimoine, testaments et successions
- Conflits impliquant la responsabilité professionnelle
- Affaires bancaires et liées au droit des sociétés

En tant que mode alternatif de règlement des litiges, qui trouve une assise légale dans le Code judiciaire, l'arbitrage offre les garanties et la sécurité juridique habituelles, avec en prime une plus grande flexibilité et une gestion efficace du temps. Les parties peuvent soumettre leur différend à un tribunal arbitral, composé d'une ou de trois personnes ou plus. Après avoir examiné la demande et les arguments des parties, celui-ci rendra ensuite une décision contraignante, la « sentence arbitrale ».

L'arbitrage ne peut se dérouler qu'avec le consentement de toutes les parties impliquées. Ce consentement peut faire l'objet d'une clause incluse dans tout contrat au moment de sa signature ou d'un accord spécifique conclu après la naissance du litige.

## ARBITRAGE INSTITUTIONNEL ET ARBITRAGE AD HOC

---

Les parties qui souhaitent voir résoudre leur conflit par l'arbitrage peuvent opter pour l'arbitrage *ad hoc*, ou pour une procédure supervisée par un centre d'arbitrage tel que le CEPANI.

Dans l'hypothèse d'un arbitrage *ad hoc*, la procédure est intégralement gérée par les parties ou les arbitres. La survenance de difficultés peut en prolonger la durée. Les parties paient les frais et honoraires directement aux arbitres.

L'avantage de l'arbitrage institutionnel réside dans le fait que les parties peuvent se fonder sur le règlement du centre pour mener la procédure d'arbitrage. Il garantit une procédure équitable, sûre et rapide au terme de laquelle sera rendue une sentence arbitrale. Le règlement du CEPANI est concis et il offre un cadre contractuel souple aux parties. Il présente toutes les garanties d'impartialité voulues.

## UN ARBITRAGE CEPANI

---

Le CEPANI offre aux parties souhaitant entamer une procédure de résolution de conflit tout le support nécessaire. Il fournit



aux parties un règlement – la dernière version du règlement d'arbitrage est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013 – offrant un cadre juridique clair et précis pour la conduite de la procédure. Le CEPANI n'exerce pas lui-même les fonctions d'arbitre, de médiateur ou de tiers indépendant.

Le Centre garantit la compétence et l'impartialité des arbitres, médiateurs et tiers indépendants, qu'il désigne en tenant compte des spécificités de chaque affaire qui lui est confiée. Les honoraires des arbitres et les frais dus au centre sont déterminés conformément à un barème dont le montant est calculé sur la base du montant des demandes.

Le Secrétariat du CEPANI veille à l'application correcte du règlement du CEPANI par les arbitres. Ce faisant, le Centre peut assurer le déroulement rapide et efficace de chaque procédure.

En termes de logistique, le CEPANI met à la disposition des parties

- Des salles de réunion / « breakout rooms »
- Un service de restauration
- Un soutien IT
- Le Wi-Fi, un service de photocopie, d'impression, de fax ...

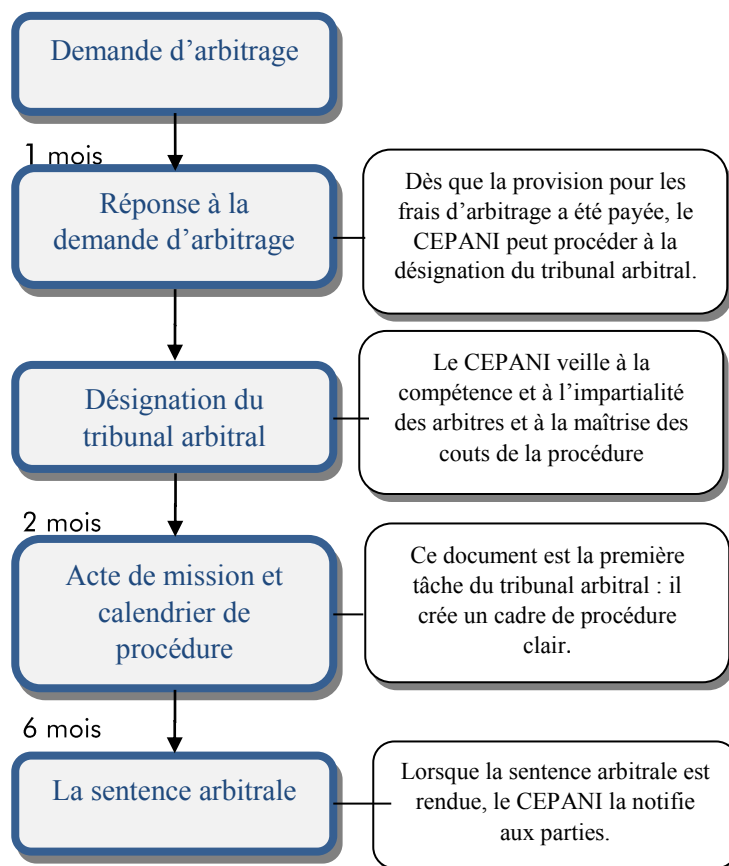
Le rôle du CEPANI est de créer un cadre légal et administratif sûr et de garantir

**une procédure confidentielle, impartiale et équitable.**

Les parties peuvent insérer une clause d'arbitrage dans leur contrat ou convenir d'un arbitrage après la naissance d'un conflit. Les parties qui souhaitent faire référence au règlement d'arbitrage du CEPANI sont invitées à insérer dans leurs contrats la clause type suivante:

*"Tous différends découlant du présent contrat ou en relation avec celui-ci seront tranchés définitivement suivant le règlement d'arbitrage du CEPANI par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce règlement."*

#### Aperçu de la procédure



Dans le cas d'un litige d'importance pécuniaire limitée, le CEPANI propose une procédure simplifiée. Sont visés les conflits pour lesquels le montant de la demande principale et de l'éventuelle demande reconventionnelle ne dépassent pas 25.000 EUR. Si, au cours de la procédure, le montant total des demandes principale et reconventionnelle vient à excéder ce montant, cette procédure reste applicable, sauf si les parties en conviennent autrement. Pour les litiges d'importance pécuniaire limitée, le CEPANI propose une procédure moins coûteuse et plus rapide :

- Frais d'enregistrement moins élevés (750 EUR)
- Procédure simplifiée / pas d'acte de mission
- Un arbitre unique
- Procédure menée, en principe, intégralement par écrit
- Délais plus courts

## ANDERE METHODEN

### VAN GESCHILLENBESLECHTING

---

#### **Mediatie**

Mediatie is een alternatieve methode van geschillenbeslechting waarbij partijen een derde persoon (de bemiddelaar) verzoeken hen te helpen om een minnelijke regeling te vinden voor hun geschil dat voortvloeit uit eender welke contractuele of andere juridische relatie.

#### **Mini-trial**

Mini-trial is de perfecte procedurevorm voor iedere ondernemer die een geschil zo snel en efficiënt mogelijk wil oplossen zodat op korte termijn de normale handelsrelaties zouden kunnen worden hervat. In een mini-trial duidt iedere partij een hooggeplaatste verantwoordelijke aan als bijzitter in het mini-trialcomité. Deze vertegenwoordiger moet voldoende bevoegdheid hebben om de partij te kunnen binden wanneer een minnelijke regeling wordt bereikt. CEPANI duidt de voorzitter van het comité aan.

#### **Technisch deskundigenonderzoek**

Indien partijen tijdens een CEPANI-procedure met eventuele technische moeilijkheden worden geconfronteerd, kunnen zij beroep doen op het CEPANI-

reglement voor technisch deskundigenonderzoek.

Een dergelijk deskundigenonderzoek kan een minnelijke regeling tussen partijen faciliteren of waardevolle gegevens opleveren. Indien nodig, kunnen partijen de resultaten van het deskundigenonderzoek in latere juridische procedures of in een arbitrage aanwenden. Tenzij anders overeengekomen, zijn de resultaten en conclusies van de expert bindend.

### Aanpassing van overeenkomsten

De omstandigheden waarin een overeenkomst wordt gesloten, kunnen mettertijd veranderen. Dan kan de noodzaak ontstaan om de overeenkomst te herzien en waar nodig aan te passen aan de veranderde omstandigheden. Ook voor die procedure biedt CEPANI de juiste ondersteuning. Bij het opstarten van een procedure tot aanpassing van overeenkomsten benoemt CEPANI een onafhankelijke derde beslisser, die ofwel bepaalde aanbevelingen zal opstellen voor de betrokken partijen, ofwel, indien beide partijen daarmee op voorhand instemmen, een regel zal formuleren die hen definitief bindt.

## NOG STEEDS NIET OVERTUIGD?

U beheert dagelijks uw onderneming met alle daarbij horende strategische, operationele en commerciële uitdagingen. Dit vormt een veeleisende en uitdagende opdracht. Er kan zich ten allen tijde een geschil voordoen met uw cliënten, leveranciers of vennoten. Het is in uw belang dat een dergelijk geschil **snel** en **efficiënt** kan worden behandeld.

### Hebt u al gedacht aan arbitrage?

Een beslechting van een conflict via arbitrage laat toe om zeer snel een **beslissing te bekomen wanneer de situatie dringend is**. Uw geschil wordt op definitieve wijze behandeld **door competente en ervaren arbiters**. U kan zelfs arbiters kiezen die gespecialiseerd zijn in de sector waarin u actief bent of in de materie van het betrokken geschil.

De arbiters zijn geheel onafhankelijk en beslissen volledig neutraal. De zaken kunnen in om het even welke taal behandeld worden of in om het even welk land gekozen door de partijen. **De vertrouwelijkheid is gegarandeerd** – uw bedrijfsgeheimen en know-how zijn beschermd.

De beslissingen van de arbiters hebben **dezelfde waarde als beslissingen van de**

rechtbanken. Zij beslechten daadwerkelijk de geschillen en laten u toe om beslag te leggen op de goederen van uw schuldenaar in meer dan 150 landen ter wereld.

Arbitrage biedt u een alternatieve manier van geschillenbeslechting aan met een grote toegevoegde waarde.

CEPANI biedt u tevens bemiddelings- en verzoeningsdiensten aan, evenals andere manieren van alternatieve geschillenbeslechting die steeds de voorkeur geven aan een minnelijke oplossing.

## HET ONDERZOEK NAAR EN DE PROMOTIE VAN ARBITRAGE – WETENSCHAPPELIJKE ACTIVITEITEN VAN CEPANI

Net zoals 2016, vormde 2017 een jaar vol hoogwaardige wetenschappelijke evenementen.

### CEPANI

#### ACTIVITEITENKALENDER

Hierna volgt een opsomming van de evenementen waaraan CEPANI actief heeft

deelgenomen en die door CEPANI werden georganiseerd doorheen het jaar 2017:

- Le 12 janvier 2017, colloque sur « De strategie in internationale arbitrage – la stratégie dans l'arbitrage ».

Le 12 janvier 2017, le Cepani a organisé un séminaire consacré au sujet, rarement traité, des aspects stratégiques de l'arbitrage international. Les différents intervenants ont tenté de répondre à la question conductrice du séminaire : « *le comportement des parties, de leurs conseils, des arbitres, peut-il ou non être influencé par une stratégie prédéterminée ?* ». Après une introduction de Me Denis Philippe, Me Hakim Boularbah et Me Oliver van der Haegen se sont adressés à un auditoire attentif sur les questions stratégiques intervenant lors de l'établissement de la clause d'arbitrage. Me Jean-Pierre Fierens a, ensuite, précisé que l'expérience, les connaissances linguistiques, la(les) nationalité(s), l'expertise, l'âge et le sexe, sont tant de critères qui, combinés avec d'autres considérations (géographiques, culturelles), se révèlent être stratégiques lorsqu'il s'agit de désigner des arbitres. Le flambeau a été passé à un panel animé par M. Philippe Lambrecht (CEPANI) au cours duquel M. Patrick Baeten (Engie), M. Olivier Henin (SNCB), Me Vanessa Foncke et Me

Matray ont fait part de leur expérience quant aux sujets abordés au cours de la matinée. Pour débiter la seconde partie de la journée, présidée par Me Matray, M. Philippe Jous (Caamous Consult) a fait part de son expérience de chef d'entreprise dans les sélections des conseils et des stratégies qui y sont associées. Me Koen Van den Broeck a notamment précisé que les témoins et les experts peuvent être déterminants pour emporter la conviction du tribunal arbitral. Me Elliott Geisinger a présenté les aspects stratégiques dans la conduite de la procédure.

En fin d'après-midi, Me Bernard Hanotiau a exposé les quatre considérations stratégiques sur la base desquelles les arbitres orientent la procédure. Le dernier panel de la journée a été dirigé par le professeur Johan Erauw. Me Rieke Smakman, Me Vera Van Houtte, Me Elisabeth Matthys et M. Jacques Levy-Morelle (Solvay) ont pris la parole pour partager leur expérience et prendre position sur les questions abordées au cours de l'après-midi. Me Peter Callens a clôturé la journée par une brillante synthèse des positions exprimées.

- Van 6 tot 10 februari 2017: 66ste zitting van de werkgroep II Uncitral (arbitrage en bemiddeling) in New York.

De zesenzestigste zitting van de werkgroep II (arbitrage en bemiddeling) vond plaats in New York van 6 tot 10 februari 2017. CEPANI werd er vertegenwoordigd door Dirk De Meulemeester, Jean-François Tossens, Vanessa Foncke, Maarten Draye en Sigrid Van Rompaey. De Belgische waarnemersstoel werd ingenomen door de heer Jean-Christophe Boulet (adviseur bij het Belgische Ministerie van Justitie), Prof. Benoît Allemeersch en Prof. Benoît Kohl. Tijdens deze zesenzestigste zitting zette de werkgroep haar beraadslagingen voort omtrent de voorbereiding van een instrument voor de tenuitvoerlegging van internationale dadingsovereenkomsten die voortvloeien uit bemiddeling.

Het doel van het instrument is om bemiddeling te promoten en in een eenvoudige en snelle tenuitvoerlegging te voorzien, hetgeen verder zou bijdragen aan de ontwikkeling en de promotie van bemiddeling. Voornamelijk de volgende vier openstaande kwesties stonden op de agenda van de werkgroep:

1. De rechtsgevolgen van dadingsovereenkomsten. Er werd bezorgdheid geuit omtrent de betekenis van het begrip "rechtsgevolgen" aangezien het dubbelzinnig was en het ook niet duidelijk was of het naar de materiële dan wel procedurele rechtsgevolgen verwees. Er werden alternatieve teksten voorgesteld die zouden verduidelijken dat een dadingsovereenkomst als verweer zou kunnen worden ingeroepen indien aan de voorwaarden van ontwerpbeplating 3 "Toepassing" werd voldaan en indien er voor de tenuitvoerlegging geen weigeringsgronden voorhanden waren op grond van ontwerpbeplating 4 "Weigeringsgronden voor het verlenen van rechtsgevolgen aan, of het ten uitvoer leggen van, een dadingsovereenkomst". Er werd een akkoord bereikt om het begrip "rechtsgevolgen" doorheen het hele instrument te vervangen.

2. Dadingsovereenkomsten gesloten in het kader van een gerechtelijke of arbitrageprocedure. De werkgroep herinnerde eraan dat zij het erover eens was dat (i) dadingsovereenkomsten die werden gesloten in de loop van een gerechtelijke of arbitrageprocedure doch die niet werden geregistreerd in een gerechtelijke beslissing of arbitrale uitspraak niettemin binnen het toepassingsgebied van het instrument

zouden moeten vallen; en dat (ii) de loutere betrokkenheid van een rechter of een arbiter bij het bemiddelingsproces er niet toe zou mogen leiden dat de dadingsovereenkomst buiten het toepassingsgebied van het instrument valt.

3. Opt-out of opt-in voor de partijen bij de dadingsovereenkomst; Een verklaring van staten betreffende de gevolgen van een opt-in door de partijen. De opt-out of opt-in kwestie werd reeds uitvoerig besproken tijdens de vorige zitting in Wenen. Gelet op de uiteenlopende meningen, werd in de werkgroep voorgesteld om de vraag of de toepasselijkheid van het instrument louter zou afhangen van de wil van de partijen bij de dadingsovereenkomst, over te laten aan de staten, die bij het aannemen of implementeren van het instrument daarover een beslissing zouden kunnen nemen. Er werd er hierbij echter op gewezen dat staten de vrijheid geven om dergelijke verklaringen te formuleren aanleiding zou kunnen geven tot onzekerheid met betrekking tot de uitvoerbaarheid van de dadingsovereenkomst, en zou kunnen leiden tot een onevenwicht tussen partijen in verschillende jurisdicties aangezien een dadingsovereenkomst uitvoerbaar zou kunnen zijn in de ene staat en niet in de andere.

4. Impact van het bemiddelingsproces en het gedrag van bemiddelaars op de procedure voor tenuitvoerlegging. Uiteenlopende visies werden geuit omtrent het opnemen van verweermiddelen die toelaten zich te verzetten tegen de tenuitvoerlegging van dadingsovereenkomsten. De discussie betrof voornamelijk de zinsnede “kennelijk falen van de bemiddelaar om de eerlijke behandeling van de partijen te eerbiedigen” en het “niet-meedelen door de bemiddelaar van de omstandigheden die aanleiding kunnen geven tot gerechtvaardigde twijfels omtrent zijn onpartijdigheid en onafhankelijkheid”. Sommige waarnemers betoogden dat de termen “manifest” en “eerlijke behandeling” zouden moeten worden vermeden, vermits de interpretatie ervan sterk zou kunnen verschillen tussen de staten. Dankzij de efficiëntie van de voorzitter en het secretariaat van UNCITRAL alsook de constructieve medewerking van de deelnemers, kon de werkgroep aanzienlijke vooruitgang boeken bij het finaliseren van de ontwerpbevestigingen die werden besproken.

- On February 17, 2017, “Arbitration in Highly Regulated Sectors: Energy, Telecom, Pharma, Banking & Finance”.



On 17 February 2017, the Belgian chapter of the Spanish Arbitration Club held its second annual Conference on the topic: “Arbitration in Highly Regulated Sectors: Energy, Telecom, Pharma, Banking & Finance”. Kindly hosted and sponsored by Linklaters, the event had the support of the Belgian arbitral organization CEPANI, ICC International Court of Arbitration, ICC Belgium International Chamber of Commerce, the German Arbitration Institution and the Milan Arbitration Chamber. The keynote speaker, Professor Bernardo Cremades outlined, on one hand, several considerations relating to the level of complexity of investment and commercial arbitration in the aforesaid sectors, including issues such as: a) expert witnesses, b) unnecessary costs, c) public policy matters related to competition law and climate change, d) multilayered application of legal

rules, e) parallel proceedings and f) rapid regulatory changes. On the other hand, Professor Cremades highlighted the potential of those sectors for arbitration, especially the financial sector. With participants from Venezuela to Russia and an audience of over 100 attendees, the program continued with four round tables. The speakers came from Brussels, Cologne, Geneva, Zurich, Lisbon, London, Madrid and Paris. Expressing their own personal views and opinions, the panel were composed of trade regulatory affair experts, members of the regulatory authorities, foreign arbitral institutions, the Energy Charter Secretariat and prominent practitioners from renowned international and local law firms.

## I. ENERGY

The first-round table addressed the energy sector and was composed of Yulia Selivanova, (Independent Practitioner, Brussels), Alejandro Carballo Leyda (Energy Charter General Counsel, Brussels) and Hermenegildo Altozano (Bird & Bird, Madrid). To introduce the topic, Yulia Selivanova referred to the numerous cases brought against Spain in the sector of renewable energy. She then invited the speakers to identify elements that could bring certainty to future investors. Notwithstanding any lessons learned from

the past, it is not possible to guarantee certainty to investors. However, special administrative contractual concessions from host States was identified as one of the best practices.

## II. TELECOMMUNICATIONS

The second-round table was composed of David McIlwaine (Pinsent Masons, London), Noradèle Radjai (Lalive, Geneva) and Virginia Rodríguez Serrano (CNMC, Subdirección de Regulación de Comunicaciones Electrónicas, Madrid) addressed the telecommunication sector with its different types of disputes: conflicts between regulators and service providers, competition, investment, consumers, private contractual and interconnection disputes. The place of arbitration is overlooked as being the result of the “lack of expert decision makers in litigation” plus “judges with heavy caseloads and limited time”. All of this in fast-paced markets with a need for protection of confidential information. This vision was complemented with the results of the 2016 International Dispute Resolution Survey released by Queen Mary University of London. Further, the panel discussed the Spanish provisions of the General Telecommunications Act, the legislative Act that constituted the Spanish National Commission of Markets and Competition



(CNMC) and the case law that set apart the classic dispute resolution function and the arbitration role of the CNMC. In general terms, ITechLaw was recommended as an educative forum to explore.

### III. PHARMACEUTICAL PRODUCTS

The third-round table addressed the sector of pharmaceutical products. The panel, composed of Nuno Salazar Casanova (Uría Menéndez - Proença de Carvalho, Lisbon), Kenneth Beale (Boies, Schiller & Flexner LLP, London) and Simon Gabriel (Gabriel Arbitration, Zurich), initially covered the intersections of Investment Arbitration and Pharmaceuticals by means of a showcase of property, patent and regulatory disputes (See, Hourani v Kazakhstan, Eli Lilly v Canada and the Apotex v USA cases). This first intervention was closed with some considerations on TPP and the future. Then, the panel analysed two specific approaches to arbitration of pharmaceutical products taken from the Swiss and Portuguese experience.

### IV. BANKING & FINANCE

The last round table addressed the banking & finance sector discussing the changing horizons of financial disputes. This panel was composed of James Menz (Deputy Secretary General of DIS and Head of Case Management, Cologne), Dirk van Gerven

(President of the Supervisory Board of the FSMA, Vice-president of CEPANI, Partner with NautaDutilh – Brussels), Georges Affaki (Independent Arbitrator, Professor of Law, Affaki Avocats, Paris). They discussed the new ICC report on Financial Institutions and International Arbitration by presenting its new empirical findings and the reasons behind the perceived reluctance of banks to embrace arbitration for their core business. One of the listed reasons was that arbitration is not used to its full potential. The panel also remarked the relatively new opening of investment arbitration towards banking as financial investment instruments “ranging from straightforward loans to negotiable instruments, securities and oil hedges are qualified as investments under the relevant treaties”. In general terms, P.R.I.M.E. was mentioned for its list of experts in the sector. The event finished with some insightful closing remarks by Linklaters Global Head of Arbitration, Françoise Lefèvre, and was followed by a cocktail reception.

- February 23, 2017: "London Place of Arbitration"<sup>1</sup> ».

On 23 February 2017, three prominent international arbitrators shared their views and experience on the controversial question of the influence of legal traditions on arbitrators and arbitral proceedings. Juliet Blanch, Bernard Hanotiau and Pedro J. Martinez-Fraga were interviewed by Oliver Caprasse and Claire Morel de Westgaver at an event jointly organised by Belgian arbitration institution CEPANI and US law firm Bryan Cave. Dirk De Meulemeester, President of the CEPANI, and Maria Gritsenko gave the introductory notes.



---

<sup>1</sup> This article by Claire Morel de Westgaver and Sebastien Krier also appeared on the *KluwerArbitrationBlog*

## Arbitrator nomination and appointment

When it comes to the arbitrator selection process, mixed perceptions exist as to the importance of legal traditions. An arbitrator's legal background may be the subject of stereotypes. A classic example of such a stereotype is the scope of document production which counsel sometimes assumes can automatically be limited through the nomination of a civil law trained arbitrator. It was noted that counsel tends to get excessively engrossed on the question of legal backgrounds. Although an arbitrator's legal training may be relevant with junior lawyers or litigators, more experienced arbitrators tend to understand both civil and common law – notwithstanding the fact that common law can be very different depending on the jurisdiction in question. The panel agreed that more weight should be given to a prospective arbitrator's experience and qualifications. For example, it was noted that there are cases that benefit from having a non-lawyer involved as arbitrator.

## Advocacy and evidence

Advocacy style can be adapted based on the circumstances including the background and experience of arbitrators. If the arbitral tribunal is composed of three QCs, English

Court style advocacy might prove more effective. However, given that tribunals, and in fact arbitrators themselves, are often of mixed backgrounds, a particular style might not necessarily be any more helpful. As regards the conduct of cross-examination, it transpired from the discussion that common law trained lawyers might be better placed than civil law lawyers who generally do not receive such training. It was said that a well-conducted “QC style” cross-examination could be “a real delight”. With regard to how arbitrators approach cross-examination, it was also noted that ultimately, arbitrators cannot extract themselves from who they are: cross-examining witnesses is generally more natural in Anglo-Saxon jurisdictions, meaning that how a document is being used and what it purports to prove is not always scrutinised in the same way by lawyers from across jurisdictions. When asked about the influence of national legal systems on evidence, it appeared from the discussions that the scope of both documentary and witness evidence tends to be overly broad across the board, civil law and common law lawyers continue to differ in how they view and interpret a document. Generally, from the perspective of a civil law lawyer “the document speaks for itself”. In contrast, a common law lawyer might feel the need to have witnesses introduce documents and

examine witnesses in relation to the content of a document that would appear self-evident to a civil law lawyer. It was further advised that counsel often lose track of the two main purposes of cross-examination: impeachment and admission. In relation to bridging the gaps between different legal traditions on evidence, the safest option remains sticking with the 2010 IBA Rules on the Taking of Evidence in International Arbitration.

### **Settlements**

The panel testified that it is not unusual for parties to approach arbitrators to seek their preliminary views on liability but also sometimes on quantum. If the arbitrators engage in this process, this is always on the basis that the tribunal will not be bound by such preliminary views. In fact, parties will sometimes agree in writing not to challenge the arbitrator(s) and/or the ensuing award(s) on the basis that such preliminary views were given. The validity of such a waiver – which could in turn vary across jurisdictions – was questioned by the panelists. Settlement in the context of arbitral proceedings is an area where the legal culture, in particular the seat of the arbitration, has an impact on the role of arbitration. The process by which arbitrators share their preliminary views on the dispute is more common in certain

jurisdictions, such as Germany and Switzerland. Panel members expressed reservation about engaging in this process unless sitting in jurisdictions where such a practice is commonly accepted. In the same vein, the panelists discussed whether it is appropriate to suggest that option to parties, or whether it is preferable to consider it only when expressly sought by the parties.

### **Sua sponte**

Another important topic, which led to very interesting discussion, was sua sponte actions by arbitrators. It emerged from the discussion that whether arbitrators may or should sua sponte raise questions of law may depend on many factors, including the seat of the arbitration, the applicable law, the legal background of the arbitrators and the public policy character of the norm. The principle of *iura novit curia* was cited as an example of rule relied upon by arbitrators to raise questions of law on their own initiative. Such rule tends to be in-existent in jurisdictions where parties are to prove the law.

### **Decision making process**

Reference was made to the Spanish Supreme Court in the Puma case (Spanish Supreme Court 102/2017, 15 February 2017) where an award was set aside and two of three

arbitrators were found professionally liable for excluding their fellow arbitrator from the deliberations. The panel noted that there were sometimes cultural differences in how arbitrators approached the decision-making process, including the deliberations. In this case, it remained to be seen what evidence of the exclusion of the third arbitrator had been adduced in the ensuing litigation. In this context, it was noted that it is not uncommon in investment treaty cases to have an arbitrator seeking to further his or her appointing party's agenda – whether consciously or not. Only a minimal number of dissenting opinions come from arbitrators appointed by the successful party. It could, however, be argued that dissenting opinion statistics demonstrate effective selection of arbitrators, thereby proving that cultural background might indeed play a role in the arbitrator selection process. The panel however was adamant that the issue was more likely one of personality or honest belief in different legal theories.

- Le 9 mars 2017, une journée entière de colloque consacrée à l'investissement des Tiers en Arbitrage ("Third-Party Funding in Arbitration").

Le nombre élevé de participants à ce colloque était dû, non seulement au fait qu'il s'agissait d'un sujet nouveau et d'actualité dans l'arbitrage, mais encore plus certainement à la qualité des intervenants prêts à partager leurs connaissances et leurs expériences avec le public. Outre les juristes belges Didier Matray, Peter Callens, Françoise Lefèvre, Dirk Van Gerven et Dirk De Meulemeester, il y avait aussi le célèbre arbitre français, Hamid Gharavi, et le président néerlandais de la LCIA, Jacomijn van Haersolte van Hof. En outre, le CEPANI a eu le plaisir d'accueillir Chris Bogart, PDG et co-fondateur de Burford Capital LLC, une société d'investissement spécialisée dans le «contentieux et le financement d'arbitrages» et investisseur fréquent dans des procédures d'arbitrage.

**Qu'est-ce que le financement par un tiers dans l'arbitrage?** - Cette journée d'étude s'est penchée sur le concept plutôt large du financement par des tiers dans l'arbitrage pour ensuite aborder les nombreux mystères, incertitudes, superstitions et défis entourant ce type de financement. Didier Matray, vice-président du CEPANI, avocat chevronné et

arbitre, a tout d'abord donné une introduction générale en expliquant que pour lui, le financement par une tierce partie en arbitrage signifiait qu'un tiers investisseur prenait en charge les frais de procédure d'arbitrage d'une partie en échange d'une part substantielle du montant accordé, à condition que cette partie obtienne gain de cause.

Pour Chris Bogart de Burford Capital LLC, le financement par un tiers en arbitrage est un concept beaucoup plus large. Pour Peter Callens, le financement par une tierce partie pourrait prendre la forme d'un partenariat tacite ou même d'un fonds d'investissement alternatif entre le tiers et la partie à l'arbitrage. Cependant, Françoise Lefèvre a qualifié cet accord de contrat *sui generis*, avec des éléments de partenariat, de contrat de services et de contrat de prêt. Au final, tout le monde s'accorde à dire qu'il ne s'agit pas juste d'un prêt, d'une cession de dette ou de créance, d'une assurance de frais juridiques, d'un jeu ou d'un pari ou d'un *pactum de quota litis*.

**Questions éthiques** - L'un des thèmes récurrents de ce colloque était les nombreuses questions éthiques que soulève le financement par un tiers en arbitrage.

Bien que le financement par une tierce partie en arbitrage soit perçu comme facilitant

l'accès de tous à la justice, les critiques soulignent que cela pourrait aussi encourager des litiges non fondés. Toutefois, les intervenants sont tous d'accord sur le fait que le concept de financement par des tiers est (ou devrait être) généralement accepté d'un point de vue éthique.

Les intervenants ont ensuite échangé sur les avantages et les inconvénients de la nécessité d'informer le tribunal arbitral lorsqu'une partie à la procédure est financée par une tierce partie. Une telle divulgation pourrait potentiellement conduire à des discussions avec le tribunal arbitral et la partie adverse sur d'éventuels conflits d'intérêts, l'influence du tribunal arbitral, l'interférence avec la procédure arbitrale, la divulgation des conditions de financement, etc. Dirk Van Gerven souligne qu'il est préférable de communiquer les conditions de l'accord de financement par un tiers à l'institution d'arbitrage ou à l'autre partie. Une solution alternative envisagée serait que l'avocat de la partie financée prenne une décision, en tenant compte du risque d'annulation de la sentence arbitrale en cas de non-divulgation.

Le caractère confidentiel de la procédure d'arbitrage et les règles du secret professionnel applicables aux avocats

deviennent pertinents lorsque le tiers bailleur de fonds souhaite évaluer le bien-fondé de la demande (et, par conséquent, celui de l'investissement). Les intervenants ont également discuté de l'interaction entre le (conseil du) parti financé et le (conseil du) bailleur de fonds. Ce dernier jouera-t-il un rôle actif dans la procédure d'arbitrage et la gestion du dossier? Il y a-t-il des conflits d'intérêts potentiels entre le bailleur de fonds et la partie financée, par exemple lorsqu'une partie financée reçoit une proposition d'accord?

Chris Bogart de Burford Capital LLC partage le point de vue selon lequel le tiers bailleur de fonds ne devrait pas interférer (ou le cas échéant, de façon très limitée) avec la gestion du dossier de la partie financée.

**Expériences pratiques** - Le colloque s'est clôturé avec Hamid Gharavi et Jacomijn van Haersolte van Hof qui ont partagé leurs expériences pratiques. Ce qui a donné à l'auditoire un aperçu très intéressant.

**Conclusion** – Après ce colloque, tout le monde s'accorde à dire, comme l'avait fait Didier Matray en début de séance, que le financement par des tiers deviendrait un élément clé de l'arbitrage (international).

Dirk Van Gerven a également suggéré que les institutions d'arbitrage établissent une politique en matière de financement par des tiers.

- **Op 3-4 april 2017, de traditionele Brusselse Pre-Moot.**

De 4de Brussels Pre-Moot vond plaats op 3 en 4 april 2017. De Brusselse Pre-Moot is een voorafgaande competitie voor de populaire Willem C. Vis International Commercial Arbitration Moot over internationaal kooprecht en internationale arbitrage in Wenen en in Hong Kong. De Pre-Moot helpt teams hun pleitvaardigheden te verbeteren vlak voor de officiële Moot in Wenen. De editie van dit jaar was gebaseerd op het CAM-CCBC-reglement (Centrum voor arbitrage en bemiddeling van de Kamer van Koophandel Brazilië-Canada).



Het evenement verwelkomde 12 teams die een zaak dienden te pleiten aangaande een handelsgeschil tussen een leverancier van vliegtuigpropellers en een motorfabrikant. De zaak betrof verschillende vragen aangaande bevoegdheid en procedure en

werd uiteindelijk gepleit in Wenen tussen 7 en 13 april 2017. De deelnemers aan de Brussels Pre-Moot waren: University of Auckland (Nieuw-Zeeland), University of Denver (VS), University of Edinburgh (VK), Universiteit Gent (België), The Hague University of Applied Sciences (Nederland), Université de Liège (België), Université Catholique de Louvain (België), Pontifical Catholic University of Parana (Brazilië), Université Paris V-Descartes (Frankrijk), Pontifical Catholic University of Rio Grande do Sul (Brazilië), University of Tirana (Albanië), en het National Law Institute University Bhopal (India). De competitie werd georganiseerd door Tossens Goldman Gonne en mede georganiseerd door Linklaters en Jones Day op hun kantoren te Brussel. D. De Meulemeester, P. Hollander, en V. Foncke beoordeelden de finaleronde tussen de teams van de Universiteit van Parana en de Universiteit van Denver, respectievelijk de finalist en de winnaar van de Brusselse competitie. De teams uit Edinburgh en Auckland bereikten de halve finale. Het panel was onder de indruk van het niveau van de juridische argumenten alsook van de pleitvaardigheden van de teams. De deelnemende Belgische ploegen die afkomstig waren uit Gent en Louvain-La-Neuve behaalden de kwartfinales.



Alle teams waren goed voorbereid en maakten gebruik van weldoordachte juridische argumenten. Op de avond van de tweede dag verzamelden alle deelnemers (panelleden en studenten) evenals overige arbitrageprofessionals zich voor een aangename cocktail in het Brusselse kantoor van Tossens Goldman Gonne, hetgeen een perfecte gelegenheid was om elkaar in een aangename sfeer te leren kennen en indrukken van de afgelopen twee dagen uit te wisselen. Bijzondere dank gaat uit naar Sophie Goldman, Audrey Goessens en Jean-François Tossens voor de organisatie van het evenement waar wij u volgend jaar hopen terug te zien.

- **From 8 to 13 April: the 24<sup>th</sup> edition of the Willem C. Vis Moot**

The 24th edition of the Willem C. Vis Moot Court in international commercial arbitration took place in Vienna from 8 to 13 April 2017. This year's problem was based on the

CAM-CCBC rules, and revolved around a dispute between a manufacturer of fan blades and a producer of jet engines. In this case, the claimant 1) argued that the correct price for the sale of 2000 fan blades was higher than the price the respondent agreed to pay because of an exchange rate quarrel, and 2) claimed that the respondent had to bear the charge of a bank levy deducted for an anti-money laundering investigation. The respondent, in addition to rejecting those claims, argued that the claims were time barred, and required to be provided with security for its arbitration costs. Today, there are many moot court competitions for law students to take part in. But the Vis Moot is unlike any other. First, it is an international competition, and it is pretty amazing to see so many cultures gathered in one place. Next, participants have the opportunity to participate in pre-moots all around the world, in places such as Moscow, Rio de Janeiro or New York. We took part in pre-moots in Brussels, London, Düsseldorf and Belgrade, and they were perfect opportunities to get a glimpse into the world of arbitration and its actors. Also, the pre-moots allow to improve under real conditions: our biggest challenge was to answer the arbitrators' questions correctly as well as nicely, but after so many pleadings, we ended up doing not so bad on that score.



What is more, the competition begins in October and ends in April, which means it takes up seven months of your life. These are intense months during which you form unbreakable bonds with your team, and your team ends up becoming your family. To summarize it in one sentence, the Vis Moot is the perfect combination between an amazing learning experience and an adventurous, fun-filled journey. All in all, the Vis Moot brought me something that no class could ever teach me: it pushed me into the real world, away from the shelter of university and into a place where not everybody is kind and impartial, patient and understanding. Sometimes it was rough, sometimes it felt unjust. But at all times, it was a great introduction to both the exciting parts and the challenges of life in legal practice.

*Marie Umbach Student at the Catholic University of Louvain (UCL) Participant at the Vis Moot*

- Op 21 april 2017, een lunchdebat met Andra Carlevaris.



CEPANI organiseerde met steun van ICC Belgium op 21 april 2017 een lunchdebat met als keynote speaker Andrea Carlevaris, secretaris-generaal van het ICC International Court of Arbitration. Dit was de laatste keer dat de heer Carlevaris in deze hoedanigheid voor CEPANI het woord nam, daar hij op 31 mei 2017 is afgetreden om terug te keren naar de privépraktijk. Dit gaf Dirk De Meulemeester, voorzitter van CEPANI, derhalve de gelegenheid om hem te bedanken voor de centrale rol die hij als hoofd van het ICC Secretariat gedurende 4,5 jaar op het vlak van arbitrage heeft gespeeld, alsook voor de uitstekende samenwerking met CEPANI tijdens deze periode.

De heer Carlevaris presenteerde de "Herziening van de ICC-arbitrageregels van 2017" die sinds 1 maart 2017 van toepassing zijn en gericht zijn op het verbeteren van de efficiëntie, de

transparantie en de ethiek van ICC-arbitrageprocedures.

Het hoofdonderwerp van de lezing van de heer Carlevaris was de belangrijkste wijziging in de herziene regels, met name de nieuwe versnelde procedurevoorschriften die voorzien in een gestroomlijnde arbitrage aan lagere tarieven. Eén van de belangrijkste kenmerken van deze procedure is dat het ICC Court een alleenzettelende arbiter kan benoemen, zelfs in geval van een andersluidende arbitrageovereenkomst. Bovendien is er geen akte van opdracht in deze versnelde procedure. Deze versnelde procedurevoorschriften zijn automatisch van toepassing op alle arbitrageprocedures waarbij de gevorderde sommen minder dan USD 2 miljoen bedragen, onder voorbehoud van de mogelijkheid voor partijen om de toepassing ervan uit te sluiten.



Een groot aantal zaken zullen derhalve in aanmerking komen voor de toepassing van deze regels aangezien, aldus de heer Carlevaris, ongeveer een derde van de

caseload van het ICC over bedragen onder de USD 2 miljoen gaat. Partijen die niet wensen dat hun arbitrageprocedure wordt gevoerd overeenkomstig deze versnelde procedurevoorschriften – of wensen dat een andere drempel dan die van USD 2 miljoen wordt toegepast – dienen er aldus uitdrukkelijk van af te zien, met dien verstande dat het enkele feit dat de arbitrageclausule voorziet in de benoeming van drie arbiters op zich onvoldoende is. De heer Carlevaris behandelde tevens andere kleinere wijzigingen die het herziene reglement met zich meebrengen, zoals het verkorten van de termijn voor het opstellen van de akte van opdracht van twee maanden naar één maand alsook de mogelijkheid voor elke partij om het ICC Court te vragen naar een motivering voor haar beslissingen, zoals beslissingen over wrakingsverzoeken, en prima facie bevoegdheidsbeslissingen en samenvoegingen.

- **Réunion de la Commission ICC (Arbitrage et ADR) et 1ère Conférence européenne ICC à Paris.**

La Commission d'arbitrage et ADR de l'ICC s'est réunie le 25 avril 2017, à la suite de la Conférence européenne d'arbitrage de la CCI tenue la veille. Les deux événements ont eu lieu à Paris. La délégation du Comité

national belge présent à la réunion de la Commission comprenait ses deux nouveaux membres, Audrey Goessens et Flip Petillion.

Les nouvelles règles de la procédure accélérée, applicables depuis le 1er mars 2017, ont été un sujet récurrent de discussion pendant ces deux jours. Alexis Mourre, président de la Cour internationale d'arbitrage de la CCI, et d'autres intervenants ont clairement indiqué que la CCI s'attendait à ce que les procédures soient clôturées dans les six mois suivant la conférence initiale de case management: une extension des délais pouvant être accordée mais devant être la plus rare et courte possible. Il a été rappelé aux participants que les parties qui souhaitent que leur clause d'arbitrage déroge des Règles de la procédure accélérée ou fixent un autre seuil pour leur demande que les 2 000 000 \$ US prévus dans les Règles devaient le faire clairement – le fait de prévoir trois arbitres n'étant pas suffisant pour constituer *un opt-out*.

Environ un tiers de la charge de travail de la CCI concerne des enjeux inférieurs à 2 000 000 \$ US. Pour une compréhension complète des Règles de Procédure Accélérée, il faut se reporter aux Règles d'Arbitrage de 2017 (Article 30 et Annexe VI) et à la dernière version de la Note aux Parties et

Tribunaux Arbitraux sur la Conduite de l'Arbitrage selon les Règles d'Arbitrage de la CCI.

L'un des panels de la Conférence a également donné un aperçu très clair du processus de désignation des arbitres par la Cour de la CCI et ses comités nationaux. Les représentants des comités français et allemand, en particulier, ont expliqué le processus qu'ils suivent afin d'assurer la sélection dans chaque cas des meilleurs arbitres.

Alexander Fessas, secrétaire général de la Cour de la CCI, a souligné l'importance des divulgations par les arbitres pressentis et a confirmé qu'une révélation ne conduisait pas nécessairement à la non-nomination. La réunion de la Commission affichait un ordre du jour chargé, en ce compris une présentation par le Prof. Gabrielle Kaufmann Kohler sur la "*settlement facilitation*" par les arbitres. Celle-ci a établi une distinction claire entre la médiation à part entière - qui comprend généralement des caucus séparés entre le médiateur et chaque partie, et qui ne convient donc pas aux arbitres - et la facilitation d'une tentative d'accord, que les arbitres peuvent utilement exercer lorsque les circonstances de l'affaire le permettent.

Ainsi, les arbitres doivent obtenir le consentement éclairé des parties avant de le faire, avec une renonciation aux motifs de récusation des arbitres au cas où la tentative d'accord échoue, et ne devraient pas exercer une pression excessive sur les parties pour régler leur cas. La prochaine réunion de la Commission se tiendra à Sydney le 7 octobre 2017 et la deuxième Conférence européenne d'arbitrage de la CCI le 9 avril 2018 à Paris.

- **During the Brussels Global Law Week, on May 17, 2017, report on the panel discussion on “international arbitration as a judge made global law”.**

Global Law Week, an opportunity for scholars, practitioners and students to discuss the consequences of globalization on law. On Wednesday 17 May, a panel discussion took place on “international arbitration: a judge-made global law”, during which I had the chance to moderate three distinctive speakers. First, Prof. Franco Ferrari, director of the Centre for Transnational Litigation, Arbitration and Commercial Law at the New York University School of Law, world-famous arbitrator and specialist in international arbitration and the CISG. Secondly, Prof. Dirk De Meulemeester,

the President of the CEPANI who I do not need to introduce to CEPANI-readers. Thirdly, M. Michael Polkinghorne, Partner at White & Case Paris, head of the arbitration practice in Paris and co-head of the global oil and gas practice. The discussion started over Prof Gaillard’s theory that international arbitration is taking place in a specific legal order, different from national orders and international law. All members of the panel agreed that international arbitration could not make abstraction from national legal orders, as arbitral awards have to “land” into domestic legal orders at enforcement stage. In addition, the (potential) role of domestic courts during the arbitral proceeding jeopardizes the theory of an autonomous legal order. A passionate debate emerged over the recent criticism on international arbitration. All members of the panel agreed that increased transparency, mainly with regard to challenged arbitrators, would increase trust in international arbitration. Critics emerged from the audience over the CETA, and the reaction of the arbitration world to the legitimacy concerns. However, panelists noted that these concerns were not often raised by clients when discussing the opportunity to choose for arbitration. The discussion then turned to ‘how big is international arbitration’, with for example the concern

that international arbitration is less used in certain sectors, such as finance. This could be explained by the fact that banks consider to receive good decisions in some forums, mainly in the UK and, despite the Brexit, still prefer to refer to these courts. The conclusion was that international arbitration remains an effective settlement system, however important legitimacy issues are to be faced. This discussion was finished with a free reference to Winston Churchill: international arbitration is the worst form of settlement system for international disputes, except for all the others. A new panel discussion is already in preparation for next year.

*Alexandre Hublet Associate –White & Case, Brussels*

- **8 juni 2017: Algemene vergadering van CEPANI.**

Aan de lezer die enkel de essentie wil meekrijgen: er waren geen verrassingen, maar wel een aantal interessante nieuwtjes... Aan de andere lezers: de essentie van het afgelopen boekjaar en enkele interessante nieuwtjes volgen hieronder in een iets uitvoeriger verslag.

Op 8 juni rond 16u verzamelden vele leden op het hoofdkwartier van CEPANI voor de jaarlijkse afspraak om plenair de activiteiten en cijfers van het afgelopen boekjaar 2016

te overlopen. De CEPANI-voorzitter leidde de leden vlot in de twee landstalen doorheen de dagorde:

1. Eerst werden de notulen van de algemene vergadering van vorig jaar goedgekeurd.

2. Daarna werd het jaarverslag betreffende 2016 voorgesteld aan de vergadering. Het jaarverslag stak in een nieuw, moderner kleedje waarvoor het secretariaat terecht veel lof werd toegezwaid. Inleidend wees de voorzitter op twee belangrijke ontwikkelingen die de efficiëntie en kwaliteit van de CEPANI-arbitrages moeten versterken: (i) het BOX-platform voor de online uitwisseling van documentatie tussen partijen, arbiters en secretariaat en (ii) waakzaamheid door het secretariaat op de naleving van de formele aspecten van de sententies. Vervolgens werd de goed gevulde activiteitenkalender van het afgelopen jaar overlopen. Als lezer van dit verslag heeft u ongetwijfeld deelgenomen aan meerdere van deze activiteiten en heeft u de verslaggeving daarover kunnen lezen in de voorbije nieuwsbrieven. Een activiteit die misschien wat minder onder de aandacht kwam, is de “CEPANI intern days” waarbij tijdens de maanden juli en augustus studenten en advocaat-stagiairs uitgenodigd worden op een kennismakingsdag op de kantoren van CEPANI. Vermeldenswaard is

ook dat op 10 november 2016 CEPANI “the Pledge” ondertekende. Daarmee geeft onze organisatie te kennen dat ze streeft naar een gelijke vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in arbitrage. Dat er nog een weg af te leggen is, blijkt uit het feit dat in 2016 slechts 25% van de door CEPANI benoemde arbiters vrouw waren.



3. Uit het verslag van de commissaris bleek dat die van oordeel was dat hij zijn verslag over de rekeningen van 2016 kon afleveren zonder voorbehoud. Dit agendapunt kon dan ook in minder dan geen tijd afgevinkt worden.

4. De jaarrekening van 2016 toont dat de kosten en opbrengsten volledig in lijn lagen met het vooropgestelde budget. 2016 sloot af met een licht positief resultaat. Voor de goedkeuring van de jaarrekening kon er weerom vlot een unanieme meerderheid gevonden worden.

5. Het voorgestelde budget voor 2017 bouwt verder op de cijfers van 2016 en kon rekenen op de unanieme goedkeuring van de vergadering.

6. Aangezien het voorbije jaar bestuurlijk zonder incidenten is verlopen, werd aan de bestuurders met handgeklap unanieme kwijting verleend.

7. De lidmaatschapsbijdrage wordt niet verhoogd en blijft dus 250 EUR (excl. BTW).

8. Op het front van de benoemingen vielen er wat nieuwtjes te rapen. Het mandaat van de voorzitter, Dirk De Meulemeester, evenals de mandaten van de vice-voorzitters, Didier Matray en Dirk Van Gerven, liepen dit jaar af en werden enthousiast hernieuwd. Op 1 september 2017 nemen we afscheid van de secretaris-generaal, Philippe Lambrecht, die de fakkel overdraagt aan Emma Van Campenhoudt. Philippe verdwijnt echter niet uit onze organisatie; samen met Maud Piers gaat hij per 1 september aan de slag als vice-voorzitter van CEPANI. Vanaf die datum zal onze vereniging dus vier vice-voorzitters tellen.

Ook binnen het jongerenluik is er een wissel van de wacht. Daar werd Benoît Kohl en Vanessa Foncke uitgeleide gedaan. Zij worden opgevolgd door de tandem Sophie Goldman en Sigrid Van Rompaey.

9. Als volgende agendapunt werd een stand van zaken gegeven omtrent de herziening van de ADR-reglementen. De werkgroep onder leiding van Herman Verbist heeft haar werkzaamheden afgerond en de tekstvoorstellen zijn inmiddels goedgekeurd door de raad van bestuur van CEPANI. De nieuwe teksten worden binnenkort gepubliceerd en er volgt een seminarie over de nieuwe teksten op 7 november eerstkomend.

10. Onder het punt "varia" werd tot slot reclame gemaakt voor de gloednieuwe website "www.brusselsarbitrationhub.eu" die de vrucht is van een samenwerking tussen CEPANI en ICC Belgium. De website is een online-loket dat arbiters (logistiek) begeleidt bij het organiseren van arbitragezittingen in Brussel.

Opmerking van de auteur: Het moet gezegd, de conviviale sfeer van deze vergadering staat in schril contrast met de algemene vergaderingen waar ik soms moet opdraven om bestuurders te helpen om het spervuur van kritische vragen te pareren.

Echter, toen een lid van de vergadering het woord vroeg, werd het even onwennig stil... Grote opluchting toen bleek dat hij enkel het secretariaat nogmaals wou feliciteren met de knappe vormgeving van het jaarverslag. De

vergadering sloot af met woorden van dank van de (her)nieuw(d) verkozen voorzitter. Hij werd op zijn beurt bedankt door vice-voorzitter Dirk Van Gerven namens alle leden.

- Compte-rendu de l'exposé de Julien Fouret à l'issue de l'Assemblée générale du 8 juin 2017: « Le bon, la brute et le truand ou trois des évolutions marquantes en matière d'arbitrage durant l'année écoulée ».

S'inspirant du célèbre « western spaghetti » de Sergio Leone, Me Julien Fouret, avocat au barreau de Paris et ancien conseil à l'ICC, nous a délivré un fort intéressant exposé sur les évolutions de l'arbitrage durant l'année écoulée. Il y a eu selon lui, du bon (« le Bon »), du moins bon (« la Brute ») et du très mauvais (« le Truand »). Pour Me Fouret, le Bon (dans le film, le placide, le flegmatique...) de l'année 2016-2017 en arbitrage est le Pledge to Equal Representation in Arbitration, lancé par la communauté de l'arbitrage en 2016, qui a eu un impact certain sur les nominations de femmes arbitres intervenues en 2016, non seulement par les institutions d'arbitrages (les chiffres publiés par la CCI en faisant foi) mais aussi d'une manière générale. Le Bon également : la réforme de la procédure

accélérée de la CCI, pour les montants inférieurs à deux millions de dollars, menée par le président de la Cour avec efficacité, en déviant de la pratique usuelle de la CCI (dont le format limité du présent compte-rendu ne permet pas de donner les détails). La Brute (le personnage sans pitié du film), est, quant à lui, la loi française « SAPIN 2 » du 2 janvier 2017, relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, qui a instauré une nouvelle procédure d'autorisation, par voie d'ordonnance sur requête, nécessaire à toute mesure conservatoire ou d'exécution forcée – par exemple d'une sentence arbitrale internationale exequaturée - contre un bien d'un Etat étranger.

Le Truand, enfin : le plus fourbe et le moins fiable des personnages du film...! Il s'agit en l'espèce de l'Union Européenne, qui est parvenue à faire passer en force une modification complète du système de règlement des différends investisseurs/Etats dans l'accord économique et commercial global (AECG) récemment négocié entre l'UE et le Canada. Les procédures d'arbitrage au sens strict y sont abandonnées au profit de la création d'un tribunal et d'une cour d'appel permanents des investissements. Les quinze membres du tribunal sont nommés par l'Union et le Canada, et non par

l'investisseur et l'Etat défendeur. Et les membres du tribunal devront se consacrer intégralement à leur mission, et renoncer, par exemple, à leur métier d'avocat. Le Truand, soit l'Union Européenne, a réussi son coup ! Il a réussi à imposer sa vision, celle du non-arbitrage, en matière d'investissement....





- On June 13, 2017 in Paris: interactive knowledge sharing session at the International Court of Arbitration.



On 13 June 2017, a delegation of around 25 Belgian arbitration practitioners set out for Paris for an interactive knowledge sharing session at the International Court of Arbitration, organised by CEPANI together with ICC Belgium. After a networking lunch together with some of the ICC counsel and deputy counsel, we were given a warm welcome by Alexis Mourre, President of the ICC International Court of Arbitration. During the afternoon, we were updated on the work of the ICC in various different fields. In the interactive spirit of the occasion, we posed questions to the ICC about its latest initiatives and statistics. Hélène van Lith, Secretary of the ICC Commission on Arbitration and ADR, presented the Commission's most recent reports and outlined the current task forces with Belgian

practitioners among their members (For details of current and past task forces, see). This was followed by a session about the ICC's recent experience and statistics with Belgian parties, led by Diamana Diawara (Counsel), Friederike Schäfer (Counsel), Constance Castres-Saint Martin (Deputy Counsel) and Aurélien Zuber (Deputy Counsel). In 2016, the ICC registered 966 new cases (compared to 807 in 2015), rendered 497 awards, and received 25 requests for emergency arbitration. In total, 1411 arbitrators were appointed in 2016, including 41 Belgians. The ICC indicated that it turns more and more often to the Belgian National Committee for appointments. This is because Belgian arbitrators have the benefit of being civil lawyers, with the asset of varied language skills, but without the nationality conflicts of arbitrators from larger countries. As we pointed out, this is complemented by the fact that as a small country, Belgian practitioners are exposed to transactions in the international context as a matter of course, and are accustomed to applying foreign and EU law. We were also interested in the statistics showing that France and Switzerland remain the most popular places of arbitration, in the context of efforts to put Brussels on the map as a desirable seat of arbitral proceedings.

Finally, Andrija Erac, Deputy Manager of the ICC International Centre for ADR, described several other types of proceedings and services provided by the ICC including Mediation, the Proposal and Appointment of Experts, Dispute Board Rules, and Docdex Rules.



- **CEPANI's Intern Days.**

Chaque année, le CEPANI offre la possibilité à toute personne intéressée par l'arbitrage et les MARC de venir, le temps d'une journée, découvrir le fonctionnement du CEPANI.

C'est l'occasion pour les internes de pouvoir rencontrer et échanger avec d'autres praticiens mais également avec le Président et le Secrétaire Général du CEPANI ainsi que d'éminents membres du conseil d'administration.

Les Intern Days se déroulent deux fois par an durant les mois de juillet et d'août.

Voici le témoignage de Carolina Fernandes, Avocate au Brésil qui a participé à l'une de ces journées.

*«After having moved to Belgium 1.5 year ago, I was first introduced to the CEPANI by Mr. Luc Demeyere, who is my mentor in Belgium and has spent his valuable time giving me all types of information on the Belgium legal system. So, when I was doing my research, I found out about the CEPANI Intern Day and subscribed myself. It was said that the CEPANI Intern Day would give the participants a unique learning opportunity of the basics of Belgium arbitration and a "behind the scenes" tour. Without hesitation, I must say that the people involved delivered what they promised and I was pleased with the effort that they put in this endeavor. The CEPANI Intern Day took place on August 25, 2017, in its headquarters in Brussels. Around 10 a.m., we were welcomed by Mr. Dirk De Meulemeester, the president of CEPANI himself, for an overview of CEPANI and, of course, arbitration –on the users, the main claims, procedures and so forth, as well as Brussels being an important arbitration hub within Europe and CEPANI having a leading and important role in the development of arbitration. This part of the*

day was highly dynamic to the extent that the interaction with the participants went more profoundly as Mr. De Meulemeester showed interest in not only lecturing but also getting to know his audience and their background in arbitration. It became clear to me that Mr. Meulemeester is very passionate about arbitration. The second presentation during the morning was given by Ms. Sophie Goldman and Mr. Maxime Berlingin, co-chair of CEPANI40 and member of the CEPANI, respectively. It was about the Belgium Law on Arbitration and its global reform in 2013. By the end of the presentation I was happy to realize that arbitration in Brazil and Belgium are quite similar in lots of ways. I was really excited about the day so far. Lunch time, provided for a moment of relaxation, in a more informal environment, where the interns, Mr. Meulemeester, Ms. Goldman, Mr. Berlingin and a special guest joined us for small Q&A get together and individual acquaintance. I could share my experience in the Brazilian arbitration market and also the difficulties of establishing arbitration as the main alternative dispute resolution. Following the lunch, a presentation on the CEPANI40 activities was made by Ms. Goldman. The CEPANI40 consists in a forum where people (young professionals willing to pursue a carrier in arbitration) can exchange

experiences and views about arbitration. Its target audience are practitioners under the age of 40. Then, a brief presentation was made by Ms. Emma van Campenhoudt and Ms. Audrey Goessens, Secretary General and Counsel, respectively, both at CEPANI about the newsletter and up-coming events. After that, we had the chance of touring in the CEPANI office, namely the library and the secretary general's office, in the company of Ms. Van Campenhoudt. By the end of the day I left the CEPANI building with a feeling of "wanting more". From my part – and I think I speak in the behalf of all the participants – the Intern Day turned out to be of a great value. Also, the material provided to us was precious. Finally, I would like to thank all involved in the preparation of the Intern Day and I hope that the next participants have the same experience and impression that I did. Thanks a lot CEPANI! »



- On 13 September 2017: Joint seminar by the chamber of commerce of Antwerp and ICC Belgium on “Safer International trade with sound arbitration”.



On 13 September 2017, Voka – Chamber of Commerce Antwerpen-Waasland organized an evening seminar on the close interaction between arbitration and international trade. Just as much as sound arbitration is an important stimulus for international trade, does a flourishing trade allow for the continuous refinement of good arbitration practices. It was fitting then, that the event was hosted in the very offices where, centuries ago, merchants used to settle their disputes through arbitration. Mr John Stoop, honorary chairman of Voka, expertly presided the seminar, drawing from his rich experience in both international trade and arbitration. With Mr Alexander G. Fessas, Secretary General of the ICC Court and Director of ICC Dispute Resolution

Services as keynote speaker, ICC arbitration was put firmly into the spotlight. Mr. Fessas gave an energetic exposition, emphasizing the high standards that the ICC stands for at every level of the arbitration process, from the choice of the arbitrator(s) to the scrutiny of the award. He also took time to explain recent ICC-developments, such as the expedited procedure and additional transparency regarding arbitrators. During the subsequent panel discussion, Mr Peter Engels, senior partner at Elegis, confirmed the position of the ICC as a leading arbitration institute. Choosing ICC arbitration means opting for a globally recognizable and recognized procedural framework, bringing a sense of security and foreseeability that is sometimes lacking in foreign venues. As a result, the arbitral awards are mostly voluntarily executed. Mr. Tom Lenaerts, chief legal officer at DEME, concurred and then emphasized the importance of a suitable contractual dispute resolution mechanism. All too often, dispute resolution clauses do not receive sufficient attention during contract negotiations (socalled “midnight clauses”), which can prove very costly when a dispute occurs. As to recent trends in the arbitration landscape, Prof. Ralph De Wit pointed at different initiatives that aim at reducing the costs and improving the efficiency of arbitration. He

rightly reminded the participants that opting for a single arbitrator in smaller cases is a simple but effective way to decrease the costs and increase the speed of arbitration.



Vice-Prime Minister and Minister of Foreign Affairs and European Affairs, Mr Didier Reynders, had the final word, touching upon delicate issues such as the impact of the Brexit and the evolution of arbitration in international trade agreements after CETA. His address contributed to some animated discussions during the subsequent networking reception. The event succeeded in its intention of bringing arbitration into scope as the preferred means to settle international trade disputes. Indeed, arbitration should not remain limited to specific sectors such as diamond and transport, where it is already quite common.

- Op 14 september 2017, de 5de Nederlandse arbitrage dag “pleidooi en bewijs”.

Op 14 september 2017 vond de 5<sup>de</sup> jubileumeditie van de Nederlandse arbitrage dag plaats in het Hermitagemuseum te Amsterdam, met als thema “pleidooi en bewijs”. Na de openingstoespraak van Prof. Meijer, waarin laatstgenoemde een aantal interessante suggesties deed voor de toekomst van arbitrage (recht) in Nederland, hield Hilary Heilbron QC een uitstekende keynote speech over de essentie van het pleidooi in arbitrage. Ze gaf de deelnemers inzichten in de 6 P’s van het pleidooi die onder andere betrekking hebben op doelgerichtheid (Purpose), presentatie (Presentation) en overtuiging (Persuasion). Leer je scheidsgerecht kennen en tracht te begrijpen welke punten zij behandeld willen zien.

De volgende paneldiscussie werd gehouden door Hilary Heilbron, QC, Michael Schneider, Prof Arthur Hartkamp en Jeroen van Hezewijk (moderator) en ging in op het benutten van het potentieel van arbitrage met betrekking tot pleidooi en bewijs. M. Schneider vermeldde het belang van interactie met het scheidsgerecht en uw zaak voor het scheidsgerecht acceptabel te maken. Prof. Hartkamp voegde hieraan toe

dat raadslieden het kort dienen te houden en zich echt dienen te houden aan de hoofdpunten van hun betoog. Na een lunch op de kanaalboten, gaf Prof. Peter Van Koppen een lezing over de werking van de geest en de psychologische valkuilen in getuigenverklaringen. Hij toonde aan hoe getuigen te maken hebben met drie stadia van herinnering – perceptie, retentie en reproductie – waarbij elke fase de uitkomst van de getuigenverklaring beïnvloedt.

De eerste expertensessie met Todd Wetmore, Bregje Korthals Altes, Ragnar Harbst, Kevin Smith en Sophia von Dewall als moderator behandelde de waarde van getuigenverklaringen alsook de “tricks of the mind”. Korthals Altes benadrukte het belang van een goede voorbereiding van getuigen zodat zij zouden begrijpen wat hen te wachten staat. T. Wetmore voegde hieraan toe dat de voorbereiding het vermogen van de getuige verbetert om met cherry picking in de documenten door de tegenpartij te kunnen omgaan. R. Harbst merkte op dat getuigen uiterst waardevol zijn om het verhaal tot leven te brengen. Tijdens een tweede expertensessie gaven Steven Finizio, Noel Matthews, Raymond van Hulst en Kate Cervantes-Knox (moderator) interessante inzichten in de bewijsvoering betreffende schadebegroting. R. Van Hulst wees op de tijd (of het gebrek daaraan) die voor

begrotingskwesties, zoals BTW en rente, wordt gereserveerd ondanks de aanzienlijke invloed die dit kan hebben op de totale schade. De laatste paneldiscussie door Vanessa Foncke, David Roney en Todd Ptak behandelde de rol en de toekomst van het pleidooi in internationale arbitrage. V. Foncke meent dat de bekwaamheid om kruisverhoren te voeren tevens door civil law advocaten kan worden verworven door ervaring en opleiding. D. Roney wees op het belang van het uitzoeken van de rol in het geschil van iedere individuele getuige bij het voorbereiden van het getuigenverhoor. De dag werd afgesloten met een dinner cocktail in het Hermitage.

- Op 5 oktober 2017 in Rotterdam: Joint colloquium NAI-CEPANI, over “secretarissen van het scheidsgerecht”.

Op 5 oktober 2017 organiseerden CEPANI en het NAI gezamenlijk een colloquium te Rotterdam over de zgn. tribunal secretaries in arbitrageprocedures. Vijf vooraanstaande sprekers gingen in op de verschillende uitdagingen die zich voordoen met betrekking tot dgl. secretarissen. Ze bespraken met welke taken secretarissen kunnen worden belast alsook in hoeverre deze door arbitrage-instellingen of zelfs door de nationale arbitragewetgeving zouden

dienen te worden gereguleerd. Tevens werd het moeilijke evenwicht besproken tussen het belang van de vertrouwelijkheid van de arbitrageprocedure en de toenemende vraag naar meer transparantie, een kwestie die absoluut wordt beïnvloed door de rol van secretarissen in arbitrageprocedures.

Keynote speaker Constantine Partasides (Three Crowns, Londen), zette de toon door te spreken over de toenemende vraag naar transparantie in hedendaagse arbitrage. Hij startte zijn pragmatische redevoering met een belangrijke waarschuwing voor practici en arbitrage-instellingen: het ontbreken van transparantie creëert noodzakelijkerwijs een leemte, die vaak wordt opgevuld door verkeerde informatie. Anderzijds, kan een teveel aan transparantie tevens tot hetzelfde resultaat leiden. Volgens Partasides dient de algemene tendens van ‘impliciete vertrouwelijkheid’ te worden herevalueerd. Hij concludeerde door het publiek te voorzien van voorbeelden van eerdere beschuldigingen lastens secretarissen in vorige arbitrageprocedures, zoals het argument van de ‘4<sup>de</sup> arbiter’ dat de Russische Federatie in de beroemde Yukos-zaak had aangevoerd. In deze context, dient de rol van de secretaris van bij het begin tussen de betrokken actoren te worden verduidelijkt teneinde te voorkomen dat de rechtszekerheid afneemt.

Vervolgens sprak Jan Schaefer (King & Spalding, Frankfurt) over de taken van de secretaris vanuit een economisch oogpunt: “Time is money” en het werk van arbiters dient te worden beschouwd als een “business”. Het adequaat toewijzen van middelen dient derhalve een rol te spelen bij de arbitragewerkzaamheden. Hij herinnerde het publiek eraan dat arbiters niet alleen een uitspraak dienen te vellen, hetgeen slechts de laatste stap is in de procedure, die wordt voorafgegaan door vele andere stappen die niet noodzakelijkerwijs door de arbiters zelf dienen te worden uitgevoerd. Wat deze taken betreft, is het mogelijk om ofwel de raadslieden te vragen om zelf de zaken uit te zoeken of om te opteren voor de diensten van een secretaris. Schaefer legde uit dat samenwerken met een secretaris voor alle bij de procedure betrokken actoren de meest gunstige van deze twee benaderingen is. Het is ook de meest kosteneffectieve voor de partijen. Immers, een echte dienstaanpak impliceert dat logistieke taken niet middels samenwerking tussen de raadslieden zouden worden aangepakt, aangezien dit tot hogere kosten leidt. Een gevolg van dit standpunt is dat deze besparingen een terugbetaling van de kosten van de secretaris rechtvaardigen, terwijl vele arbitrage-instellingen die een tarievenlijst toepassen momenteel vereisen dat de arbiter(s) zelf betalen voor de

secretaris door een beroep te doen op hun honoraria.



De daaropvolgende spreker was Filip De Ly (Erasmus School of Law, Rotterdam) die het publiek begeleidde doorheen de regelgeving en rechtspraak omtrent secretarissen. Hij startte zijn toespraak door te benadrukken dat nationale wetgevers zich niet uitspreken omtrent de kwestie van secretarissen in arbitrage, met enkele uitzonderingen zoals de Nederlandse arbitragewet. De meeste regelgeving omtrent secretarissen kan echter worden teruggevonden in de reglementen en richtlijnen van de arbitrage-instellingen. Volgens De Ly is de sleutel om precies te weten welke taken secretarissen in werkelijkheid vervullen alsook onduidelijkheid te voorkomen met betrekking tot de omvang van hun taken. De spreker identificeerde de voor- en nadelen van enerzijds het opt-out systeem, waarbij

het wordt erkend dat het werk van de secretaris verder gaat dan de administratieve en secretariële taken en waarbij de partijen kunnen overeenkomen om de rol van de secretaris tot dergelijke taken te beperken (bv. paragraaf 3.4 van de HKIAC-richtlijnen), en anderzijds het opt-in systeem dat het tegenovergestelde principe hanteert: de verplichting om de partijen te raadplegen over de taken die al dan niet door de secretaris mogen worden uitgevoerd (bv. artikel 24(2) van de SCC-regels). Volgens Filip De Ly, heeft deze laatste benadering de verdienste om meer zekerheid te bieden, terwijl het opt-out systeem tot meer onzekerheid zou leiden aangezien partijen in dat geval bij het begin van de procedure niet duidelijk zullen gemaakt hebben wat de inhoudelijke en niet-inhoudelijke taken van de secretaris zijn.

De presentatie van Françoise Lefèvre (Linklaters, Brussel) was gericht op de juridische status van secretarissen in België. De Belgische arbitragewet bevat geen enkele bepaling omtrent secretarissen, doch slechts aanwijzingen die te vinden zijn in de wet die bepaalt wat arbiters zelf dienen te doen en niet mogen delegeren. Zo mogen arbiters zich bijvoorbeeld niet baseren op de samenvattingen van de secretarissen noch mogen zij een secretaris een getuige laten ondervragen. Ook CEPANI biedt



arbitragebeoefenaars hieromtrent richtlijnen. Françoise Lefèvre sloot af met een pragmatische opmerking: secretarissen zijn nuttig (zo niet noodzakelijk) om de kwaliteit van de verstrekte arbitrage-diensten te verbeteren en de kosten ervan te verlagen. Zij is er duidelijk voorstander van dat de taken van de secretaris verder dienen te gaan dan alleen administratieve taken, doch dat men ervoor dient te zorgen dat de kwaliteit van het proces niet in het gedrang komt. Arbitrage-instellingen zullen zich moeten aanpassen om deze uitdaging in de toekomst aan te gaan en hun klanten kostenefficiënte geschillenbeslechtingdiensten aan te bieden.

Martijn Scheltema (Pels Rijcken & Droogleever Fortuijn, Den Haag), als laatste spreker, ging in op de vraag wie beter in staat is de functie van secretaris op zich te nemen. In principe zou de secretaris kunnen worden aangesteld door de procederende partij, de arbiter of de arbitrage-instelling. Naar Nederlands recht voorziet artikel 1035a van het Nederlands Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering in een juridisch kader voor het geval het scheidsgerecht wordt bijgestaan door een secretaris. Interessant is dat in artikel 7 van de Raad van Arbitrage (arbitragecommissie voor de bouwsector) ook is opgenomen dat een

ambtshalve secretaris automatisch wordt benoemd en een adviserende rol aanneemt, hetgeen problemen kan opleveren in termen van wrakingsgronden, disclosures en mogelijks zelfs aansprakelijkheid. De conclusie van Martijn Scheltema is duidelijk: de rol van de secretaris vereist een wettelijk kader.

Tot slot, bracht een rondetafelgesprek met Sophia von Dewall (Derains & Gharavi, Parijs), Maarten Draye (Hanotiau & van den Berg, Brussel), Paul di Pietro (Deputy Counsel ICC) en Jean-Pierre Fierens (Strelia, Brussel) en gemodereerd door Luc Demeyere (Contrast, Brussel) een grote toegevoegde waarde aan de kwesties die door de vijf sprekers waren aangehaald. Alvorens te polsen naar de reacties van het publiek, debatteerden ze voornamelijk over de appreciatiebevoegdheid die aan de arbiters kunnen worden toegekend in de keuze van de secretaris en in hoeverre de arbitrage-instellingen dit aspect al dan niet zouden moeten omkaderen.

Het colloquium werd geïntroduceerd door Willem van Baren van het NAI en afgesloten door Dirk De Meulemeester, voorzitter van CEPANI. Beiden waren het erover eens dat het bespreken van de rol van secretarissen de beste manier is om ons te leiden naar de

ontwikkeling van best practices met betrekking tot secretarissen.

Opmerking van de auteur: de nota voor de arbiters die werd uitgegeven door de LCIA eind oktober 2017 vereist dat partijen specifiek instemmen met de taken van de secretaris (artikel 7.4). Dit geeft duidelijk het gebruik van een opt-in systeem weer.



- **Report on the 67<sup>th</sup> session of the Uncitral Working Group II (Arbitration and Conciliation).**

The 67th session of the Working Group II (Arbitration and Conciliation) was held in Vienna from 2 until 6 October 2017. CEPANI was represented by Emma Van Campenhoudt, Sophie Goldman, Sigrid Van Rompaey and Maxime Berlingin. The Belgian observer seat was taken by Mr. Jean-Christophe Boulet (advisor at the Belgian Ministry of Justice). During this 67th session the Working Group continued its deliberations on the preparation of an

instrument on enforcement of international settlement agreements resulting from conciliation. The aim of the instrument is to promote conciliation and provide for an easy and fast enforcement which would further contribute to the development and promotion of conciliation. At the beginning of the meeting, the President recalled the consensus that was reached at the 66th session of the working group, which was based on five key elements: - the instrument would not speak of the "acknowledgment" of the settlement agreements, which the EU delegations did not want, but of the possibility of invoking those agreements to prove that the dispute was resolved; - the settlement agreements entered into in the framework of judicial or arbitral proceedings would be excluded from the instrument; - a possibility would be provided for States to declare that the Convention shall apply only to the extent that the parties to the settlement agreement have agreed on this application (opt-in system); - a ground for refusing the enforcement would be linked to the case where the conciliator breached the generally accepted standards of conduct; - the instrument would take the form of both an International Convention and an amendment to the 2002 Model Law on International Commercial Conciliation. The first four Articles of the Draft Convention,

which constitute its essential substantive provisions (i.e. Article 1 – Scope of application; Article 2 – Definitions; Article 3 – Application; Article 4 – Grounds for refusing to grant relief), were then examined successively by the working group. With respect to Article 2, extensive discussions took place on the notion of "international settlement agreement". On the Application of the Convention, the attention of the working group focused in particular on paragraph 3 which sets out the documents to be produced before the Court by the party who "rely on a settlement agreement under this Convention". The working group also addressed the question whether the States should be given the opportunity to extend the application of the Convention and the Model Law to agreements other than conciliation agreements. The EU and the EU Member States opposed this proposal, notably on the grounds that it exceeded the mandate received by the working group. The President therefore decided to leave the question of the possibility of extending the application of the Model Law open, but not that of the Convention. Finally, Article 4 discusses the very sensitive questions of the grounds that may be invoked to oppose an application for the enforcement of a settlement agreement. There was a discussion between, on the one hand, the delegations, particularly the EU,

which were inclined to extend these grounds, at the risk of weakening the scope of the right, granted by the Convention, to invoke a settlement agreement and, on the other hand, the delegations, particularly the USA, which were anxious to ensure the effectiveness of the Convention and therefore not to unduly extend the list of grounds for refusal. The different grounds for refusal were then examined successively by the working group. As noted above, one of the elements of the compromise reached by the working group at its 66th session was that the instrument would take the form of both an international Convention and an amendment to the Model Law on International Commercial Conciliation. In the context of the review of the Model Law, a new proposal was presented to amend the Model Law in order to incorporate the provisions relating to the implementation of the Settlement Agreements. Two questions were put to the attention of the Working Group by the President during the review of this document. The first question was whether, in connection with this modification of the Model Law, the word "conciliation", which had become somewhat outdated, should be replaced by the now more widely used word "mediation". The working group expressed itself mainly in favour of this change. The second question concerned

possible technical issues raised by the incorporation of the Convention in the Model Law. We look forward to the continued discussion in New-York during the 68th session in February 2018.

- Compte-rendu du Colloque organisé conjointement avec le KCAB sur «Arbitration in Corporate Matters».



Le 25 octobre 2017, le CEPANI et le Korean Commercial Arbitration Board (KCAB) ont organisé un colloque conjoint à Bruxelles. Ce colloque avait lieu suite à la signature d'un accord de coopération entre le CEPANI et KCAB signé début juin à l'occasion de la Mission princière en Corée du Sud.

La séance a été ouverte par un mot de bienvenue du vice-président du CEPANI, Dirk VAN GERVEN, et du président du KCAB, Sung BAE JI. Au programme figuraient (i) le paysage de l'arbitrage

international coréen et (ii) l'applicabilité des sentences sud-coréennes en Belgique.

Ji Ho KIM, Directeur exécutif du KCAB, a donné un aperçu du cadre de l'arbitrage de la Corée du Sud (officiellement la «République de Corée»). KCAB a un Comité d'Arbitrage International, qui comprend certains des plus grands noms de l'arbitrage tels que Bernard Hanotiau, Gary Born, Lucy Reed, Jan Paulsson et Neil Kaplan, et gère un large éventail de dossiers d'arbitrage.



Les intervenants suivants à prendre la parole étaient Young SEOK LEE, secrétaire général du Seoul International Dispute Resolution Center (IDRC) et Kay-Jannes WEGNER, conseil senior à l'étranger chez Kim & Chang, Séoul. Le premier décrit à la Corée du Sud comme une juridiction favorable à l'arbitrage, dotée d'un système judiciaire de haut niveau.

En effet, la Corée est considérée comme la meilleure en matière de procédure expéditive et de faible coût des litiges.

Ensuite, Kay-Jannes WEGNER fit part de son point de vue sur (i) l'harmonisation de la



pratique de l'Arbitrage

International en Corée (ii) les

pièges des contrats non

publiés dans la langue de la loi

applicable et (iii) l'approche

nationale "traditionnelle" des différends en général.

En ce qui concerne l'applicabilité des prix sud-coréens en Belgique, comme l'explique Niuscha BASSIRI, partenaire chez Hanotiau & van den Berg à Bruxelles, la Belgique a ratifié la convention de New York de 1958 avec une réserve de réciprocité. Mme BASSIRI a structuré son discours autour des cinq questions suivantes: 1) Où les procédures d'exécution commencent-elles? 2) Qu'est-ce qui est arbitral en Belgique? 3) Comment déterminer le tribunal compétent? 4) Quelle est la langue de la procédure? 5) Comment faire exécuter? Mme BASSIRI a accompagné sa présentation

de commentaires sur certains cas pratiques. Le colloque conjoint KCAB-CEPANI a suscité une vive session de questions et réponses.

Wat betreft het jaar 2018, vonden reeds onder andere en op niet-exhaustieve wijze volgende evenementen plaats:

- CEPANI40 Lunch debate with Dr. Michael W. Bühler, Jones Day Paris, on "Security for costs" ;
- Pre-Moot on 19 and 20 February 2018 ;
- III Annual Conference of the Belgian Chapter of the CEA : "The present and near future of new technologies in arbitration" ;
- CEPANI40: Networking drink on the occasion of the 25th Annual Willem C. Vis International Commercial Arbitration Moot ;
- CEPANI, in collaboration with Wolters Kluwer recommends: Coffee time presentation of the book: "Mediation: Creating Value in International Intellectual Property Disputes" ;

Et la suite de l'année 2018 réserve encore beaucoup d'événements très intéressants tels que le :

- 8 june 2018 : Clinical Seminar BSC-CEPANI on "Arbitration and Competition";
- 19 juni 2018: Presentatie van de nieuwe Bemiddelingswet en de recent herziene « ADR » reglementen van CEPANI;
- 7 September 2018: Lunch Debate: TRAC Arbitration: A reliable forum in Iran;
- 10 October 2018: Networking Event at the Belgian Embassy;
- 12 November 2018 (TBC): CEPANI Annual Seminar: SCC-Milan-DIS-VIAC-AFA-CEPANI ;
- The Mediation Week;
- A Lunch Debate on the BIBC;
- 18 November 2018: CEPANI40 Half-day Academic Conference on the "Annulment and Enforcement from a comparative law perspective".

Restez connectés, les informations suivront !

## CEPANI40

### CALENDRIER D'ACTIVITES

Le CEPANI40, créé en 2004, sous les auspices du CEPANI, est spécialement pour les jeunes professionnels intéressés par l'arbitrage. Le CEPANI40 met à leur disposition un forum où ils peuvent nouer des contacts et échanger de manière informelle des points de vue, des idées et des expériences concernant l'arbitrage. Pour ce faire, le CEPANI40 organise des réunions périodiques dans le cadre desquelles les questions et problèmes pratiques sont abordés et examinés avec l'aide d'experts. Les membres du CEPANI40 peuvent ainsi débattre spontanément des différents aspects de la pratique de l'arbitrage. Ils peuvent également approfondir les questions particulières qui les intéressent.

2017 was een jaar van verandering voor CEPANI40. Vanessa FONCKE en Benoît KOHL gaven immers de fakkel door aan Sophie GOLDMAN en Sigrid VAN ROMPAEY.

CEPANI wenst Vanessa Foncke en Benoît Kohl oprecht te bedanken voor hun niet aflatende inzet en voortreffelijk voorzitterschap. De voorbije vier jaar werden

gekenmerkt door wetenschappelijke evenementen van hoogstaande kwaliteit en dit alles in de ongedwongen en amicale sfeer die typerend is voor CEPANI40. Vanessa en Benoît hebben er steeds over gewaakt jonge arbiters en in feite iedereen met interesse in arbitrage te ontvangen en in de gelegenheid te stellen om ontmoetingen, debatten, colloquia en evenementen bij te wonen, steevast van een hoog niveau en toegankelijk voor iedereen. Wij wensen Sigrid Van Rompaey en Sophie Goldman die hen opvolgen alvast het allerbeste toe met de taak die hen wacht!

Het jaar 2017 vormde voor CEPANI40 tevens de gelegenheid om de volgende evenementen te organiseren:

- **On January 30, 2017, a lunch debate with Dr. Rouven F. Bodenheimer on "Important advice for how to draft an unenforceable and lousy award - or the IBA Toolkit for Award Writing".**

On 30 January, Dr. Rouven F. Bodenheimer (lawyer, co-founder of Bodenheimer Herzberg and co-chair of DIS40) was CEPANI40's guest speaker on a challenging and unusual topic, which aimed at giving advice on how to draft an unenforceable and lousy award. Dr. Bodenheimer delivered



a speech by taking the opposite side of the recently released IBA Toolkit for Award Writing, an IBA Arb40 Subcommittee project to which he substantially contributed. Parties to an arbitration proceeding may fear to receive an award, which would face grounds for refusal to enforce. How can such a situation arise? Dr. Bodenheimer gave several reasons for an award to be unenforceable: an arbitrator may simply ignore legal issues such as public policy or he may not meet the formal requirements of an award, for instance, by omitting the signature, the date or the place of arbitration. Among the general considerations of Do and Don't addressed by Dr. Bodenheimer are (i) the drafting of an award that does not observe the time limits; (ii) the decision of the arbitrator not to render a final award but only interim awards or to issue an award in a language that only the arbitrator understands, (iii) using Latin

quotations without relevance to the case. Dr. Bodenheimer gave many other examples leading to an unenforceable and lousy award.

He cited the case where the arbitrator may render an award without giving any reasons on how he reached its decision, so the award sounds incomprehensible to the parties. By discussing these issues in an amusing way, the speech of Dr. Bodenheimer was a good opportunity to recall the responsibility of an arbitrator and the importance of drafting an award with the purposes of its enforcement, especially by those who are in the early stages of their practice as an arbitrator. Drafting an award for young practitioners may at first be daunting as it may raise practical and legal questions. In that regard, Dr. Bodenheimer outlined that the IBA Toolkit aims to provide practical advice and guidance for drafting an award. The IBA Toolkit indeed contains tips and techniques for writing an award in an effective and consistent way as well as a useful checklist. The lunch-debate ended with an exchange of views and recommendations between Dr. Bodenheimer and the audience, including on the interesting question of how to address dissenting and separate opinions in the text of the award.

- Op 8 april 2017, netwerkevenement CEPANI40 ter gelegenheid van de Willem C. Vis Moot in Planter's Club.

Het netwerkevenement CEPANI40 ter gelegenheid van de Willem C. Vis Moot is vrij snel een jaarlijkse traditie geworden. Sinds de eerste editie in 2014, die werd georganiseerd om het gebruik van de CEPANI-regels van 2013 in de internationale mootings-competitie te benadrukken, was dit al de vierde - volledig volgeboekte - editie. Maar traditie betekent niet dat dingen niet kunnen veranderen. Dit jaar werd een nieuwe locatie geselecteerd en het evenement werd gehouden in Planter's House. De setting was bijna net zo voornamelijk als het internationale publiek, dat bestond uit raadslieden, arbiters, academici en, *last but not least*, de toekomstige generatie arbitragebeoefenaars. Na een kort welkomstwoord door de CEPANI40 co-voorzitters Vanessa Foncke en Benoît Kohl, werden de gasten getrakteerd op een fijne selectie cocktails, vriendelijk gesponsord door Lydian, vertegenwoordigd door Yves Lenders en Marijn De Ruyscher. Het evenement was, in lijn met de traditie, een groot succes!



- May 11, 2017 « Au secours, un Etat dans mon arbitrage ! Les particularités de l'arbitrage commercial impliquant des personnes de droit public ».



On 11 May 2017, CEPANI 40 and CFA 40 organised a conference in Brussels on the specificities of international commercial arbitration involving State / State entities. Five distinguished speakers addressed the specificities of international commercial arbitration involving States from different perspectives. Keynote speaker Eduardo Silva Romero explained the sensitivity of the topic due to its connection with political issues. Indeed, disputes involving States often involve issues of public/general interest (strategic construction projects, energy, natural resources...). Mr Silva Romero brushed the historical evolution of philosophies and legal principles relevant to the topic. He identified a first movement, qualified as “mercatorist”, during which principles were developed to enable States to

participate in international commercial arbitrations, through the notion that States should be considered “normal” actors of international commerce. Legal concepts were developed to ensure the jurisdiction of arbitral tribunals over States (for example, subjective arbitrability) and enhance the effectiveness of arbitral awards (for example, the acceptance of implicit waiver of State immunities). With the increased participation of States in international commercial arbitrations and the parallel rise of investor-state arbitrations, new issues and preoccupations have emerged, precipitating the end of the “mercatorist” era in favour of a more “publicist” era. Certain high profile cases have caught public attention, leading certain players to question the suitability of arbitration as a forum for claims involving States owing to the primacy of public/general interest aspects, notwithstanding the commercial aspects. The new trend is to reaffirm the differences between private actors of international commerce and States, justifying the application of different legal regimes and the jurisdiction of different fora for dispute resolution processes. As examples, he cited the tightening of rules concerning immunities from execution. Mr Silva Romero concluded his remarks by suggesting that a new era was in the making, placing transparency as

a central consideration. Public law expert David Renders noted that arbitration lawyers and public law practitioners rarely have the opportunity to meet and exchange ideas, as though they lived in different worlds, governed by completely different notions and concepts. He however ventured that it was possible to bridge the gap and enable domestic disputes involving States to be resolved by arbitration, despite the apparent obstacles in the law. Mathias Audit's presentation focused on disputes concerning public tenders. These disputes arise normally when a party has submitted an unsuccessful bid in a tender and challenges the outcome of the tender process. In such cases, no contract has been formed and procedural issues can be complex. In certain cases, where an investment treaty exists, the unsuccessful bidder may seek to establish arbitral jurisdiction on the basis of the treaty. However, investment treaties normally require the showing that the bidder's bid qualifies as an "investment", which is not

straight-forward, as illustrated by the *Mihaly International Corp. v. Sri Lanka* ICSID case, where the Tribunal declined jurisdiction over such a dispute. Mr Audit went on to discuss the possibility for such disputes to be resolved by way of international commercial arbitration, provided that the tender rules contain an arbitration clause. He cited one example and elaborated on the complexities that arise in respect of the applicable law(s) to such disputes (contract law, personal law, lois de police...). Finally, he discussed the recent Paris Court of Appeal case of *République du Kirghizistan contre Valeriy Belokon*, RG n° 15/01650 of 21 February 2017, in which the Paris Court accepted a challenge to an arbitral award rendered in a dispute concerning a tender process. In the context of its control over the award's compliance with international public policy, the Paris Court surprisingly engaged in a review of the conditions in which a tender was organized and concluded that it was illegal. On the basis of its own factual



findings, the Paris court set aside the arbitral award. Next, Sophie Lemaire guided the audience through the particularities of recourses against arbitral awards involving public entities in France. She explained that the extreme complexity of the current system stemmed from France's traditional dichotomy between administrative courts, on the one hand, and civil and commercial (judiciaire) courts, on the other. Should



requests for the annulment and the recognition of international arbitral awards involving public entities be submitted to administrative or civil and commercial courts? The Tribunal des Conflits held in three recent decisions (Inserm in 2010 and Fosmax in 2016 on annulment, and Ryanair in 2017 on recognition) that the two court systems had concurring jurisdiction and that the allocation of cases depended on the object of the contract at stake. Sophie Lemaire explained that these jurisdictional issues are not without consequences on the

outcome of cases as the level of scrutiny applied by each court system appears to vary greatly. In its 2016 decision in Fosmax, the Conseil d'Etat made clear that its review of arbitral awards would be stricter than its civil and commercial counterpart's – not only will it consider more grounds to annul or deny recognition of awards, it will also review them with the prism of French public policy and not of its toned-down international version. Finally, Hakim Boularbah addressed the difficulties of seeking to enforce an arbitral award against a public entity in France or Belgium. The two countries' legislations recently aligned on several grounds. On the issue of foreign states' immunity from enforcement, the Belgian Cour Constitutionnelle annulled on April 27, 2017 the legal requirement that a waiver be not only "express" but also "specific" on the ground that neither the 2004 United Nations Convention on Jurisdictional Immunities of States and Their Property nor customary international law imposed it. Similarly, in France, the new Sapin II legislation codified the 2015 Cour de Cassation decision in Commisimpex rejecting the specificity requirement. Belgium and France's enforcement procedures also aligned with respect to the necessity to obtain a preliminary court order before foreign states' assets be attached. The

conference was introduced by Vanessa Foncke and Benoît Kohl from CEPANI 40. The afternoon ended with questions from the audience to the panelists, concluding remarks by Clément Fouchard and Damien Devot from CFA 40, and a cocktail where participants and speakers had the chance to mingle and continue discussions.

- **Compte rendu de la soirée débat du CEPANI40 sur “ The New Generation of Arbitrators: Challenges et opportunités”.**

Le jeudi 23 novembre 2017, le CEPANI40 a organisé un débat intitulé ‘*The new generation of arbitrators: Challenges and Opportunities*’. Il s’agissait du premier événement organisé par Mme Sophie GOLDMAN (Tossens Goldman Gonne) et Mme Sigrid VAN ROMPAEY (Matray, Matray & Hallet) en qualité de nouveaux co-présidents du CEPANI40.



ICC Belgique et Young Arbitral Women Practitioners (YAWP) étaient partenaires de cette soirée. Le but de l'événement étant de donner à ses participants un aperçu pratique des opportunités et, peut-être plus encore, des défis auxquels les jeunes arbitres font face lorsqu'ils s'aventurent dans l'arbitrage. Une attention particulière a été accordée à la promotion des femmes dans l'arbitrage.

Après une note introductive de M. Dirk VAN GERVEN (NautaDutilh, Bruxelles), Mme Florence RICHARD (ICC Paris) a pris la parole en tant que première des cinq panélistes. Mme Richard s'est concentrée sur les critères que la CCI utilise pour choisir les arbitres et l'examen auquel les jeunes arbitres peuvent être confrontés. Avec une intervention très animée, M. Olivier CAPRASSE (cabinet d'avocats Caprasse, Bruxelles) a décrit l'arbitrage comme un «club d'anciens», dont l'autorité ne doit pas être crainte. Les défis spécifiques que les arbitres pourraient rencontrer pour la première fois tels que la non-représentation, la non-comparution et la non-participation ont été traités plus en profondeur par Mme Claire MOREL DE WESTGAVER (Bryan Cave, Londres) basée à Londres. Mme Mélanie VAN LEEUWEN (Derains & Gharavi, Paris) a expliqué comment éviter la remise en cause d'une sentence arbitrale, donnant ainsi à son auditoire des informations clés sur la

manière de structurer les sentences. M. Dirk VAN GERVEN conclut en soulignant l'importance de la représentation paritaire dans l'arbitrage. La soirée s'est terminée par un superbe cocktail, gracieusement offert par NautaDutilh, hôte de la soirée.



Pour le CEPANI40, l'année 2018 a déjà permis d'organiser:

- Le 25 janvier 2018 Lunch debate with Dr. Michael W. Bühler, Jones Day Paris, on "Security for costs";
- Le 24 mars 2018 le traditionnel Networking drink on the occasion of the 25th Annual Willem C. Vis International Commercial Arbitration Moot ;

Et se poursuivra avec d'autres évènements intéressants les praticiens de l'arbitrage tels que:

- Le 19 juin 2018 « Présentation de la nouvelle loi sur la Médiation et des règlements « ADR » du CEPANI récemment révisés » ;
- Le 14 septembre 2018, en collaboration avec YOUNG ICCA: Skills Training Workshop on "Cross-examination in international arbitration";
- 18 October 2018 Half-day Academic Conference on the "Annulment and Enforcement from a comparative law perspective".

# WERKGROEPEN

## PROMOTIE VAN ARBITRAGE

### VOORZITTER:

Philippe LAMBRECHT

### LEDEN:

Patrick BAETEN

Sarah DE GEYTER

Quentin DECLEVE

Ludo DEKLERCK

Benoit FERON

Michel FLAMEE

Audrey GOESSENS

Damien HIZETTE

Françoise LEFEVRE

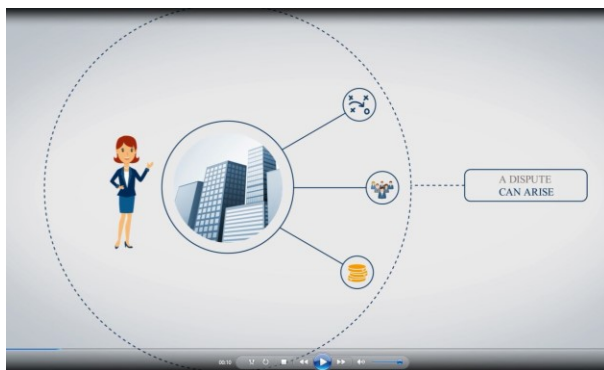
Gautier MATRAY

Mathieu MAES

Emma VAN CAMPENHOUDT

Dirk VAN GERVEN

L'année 2017 et le début de l'année 2018 ont permis au groupe de travail Promotion de l'Arbitrage de réaliser, parmi leurs nombreux travaux et grâce à l'aide précieuse de LDV Production, une vidéo explicative sur l'arbitrage. Cette vidéo s'adresse à toute personne peu ou pas encore familière avec l'arbitrage et explique très simplement ce qu'est l'arbitrage et ses nombreux avantages.



N'hésitez pas à regarder la vidéo sur notre site internet [www.cepani.be](http://www.cepani.be) ou sur youtube !

Surtout restez connectés, un autre projet est également en cours...



... le résultat sera bientôt à découvrir !!

## HERZIENING MINI-TRIAL, TECHNISCHE EXPERTISE, AANPASSING VAN CONTRACTEN

### VOORZITTER:

Herman VERBIST

### LEDEN:

Olivier CAPRASSE

Filip DE LY

Johan ERAUW

Guy KEUTGEN

Charles PRICE

Piet Taelman

Emma VAN CAMPENHOUDT

Patrick VAN LEYNSEELE

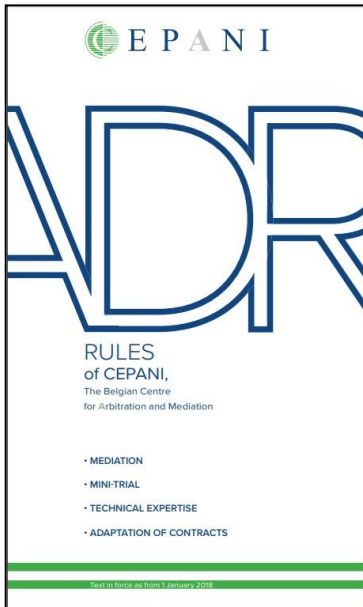
Francis WALSCHOT

CEPANI offers a set of rules for different methods for settlement of disputes. Arbitration is one of them. Other methods are: **Mediation, Mini-trial, Technical Expertise and Adaptation of Contracts.**

The CEPANI Rules for Mediation, Mini-trial, Technical Expertise and Adaptation of Contracts were recently revised by this Task Force. The new CEPANI rules for ADR entered into force as from the 1st of January 2018.

Do not miss the event organized by CEPANI40 on June 19, 2018 : “ Présentation de la nouvelle loi sur la médiation et des règlements “ADR” du CEPANI récemment révisés – Presentatie van de nieuwe Bemiddelingswet en de recent herziene « ADR » reglementen van CEPANI » !

All information and the program are on our website.



## EFFECTIVE CASE MANAGEMENT

### VOORZITTER:

Dirk DE MEULEMEESTER

### LEDEN:

Marc DAL

Luc DEMEYERE

Ralph DE WIT

Pascal HOLLANDER

Guy KEUTGEN

Philippe LAMBRECHT

Emma VAN CAMPENHOUDT

Vera VAN HOUTTE

Herman VERBIST



## « BRUSSELS ARBITRATION HUB - HEARING CENTER »

### VOORZITTER:

Marc DAL

Dirk DE MEULEMEESTER

Audrey GOESSENS

### LEDEN:

Mathieu MAES

Maxime BERLINGIN

Emma VAN CAMPENHOUDT

### WEBSITE

**brussels**  
**arbitration**  
**hub.eu**

CEPANI en ICC Belgium hebben een gezamenlijk uniek online-loket ontwikkeld voor de organisatie van arbitragezittingen in Brussel. Aan de hand van dit nieuwe instrument kunnen de Belgische en buitenlandse arbitragebeoefenaars zich laten begeleiden bij de logistieke organisatie van arbitragezittingen in Brussel (zittingszaal, transport, logies, horeca, stenotypistes, tolken,...).

*"De aantrekkelijkheid van het Belgisch recht en de uitmuntendheid van onze gemeenschap van magistraten, juristen en academici genieten nu reeds een wereldwijde bekendheid," aldus Emma Van Campenhoudt, Secretaris-generaal bij CEPANI. "Diensten op hoog niveau zoals dit nieuwe initiatief zullen helpen om bedrijven te overtuigen om Brussel als plaats te kiezen waar zij hun geschillen beslecht willen zien, o.a. dankzij de arbitrage."*

Het online-loket is een exponent van de inspanningen die sinds 2013 werden geleverd om van Brussel, halverwege tussen Londen, Parijs, Den Haag en Frankfurt, een centrale plaats voor arbitrage te maken, zowel op nationaal als op internationaal vlak, en die ertoe hebben geleid

dat het Belgisch arbitragerecht en de arbitragereglementering van het Belgisch Centrum voor Arbitrage en Mediatie (CEPANI) grondige veranderingen hebben ondergaan.

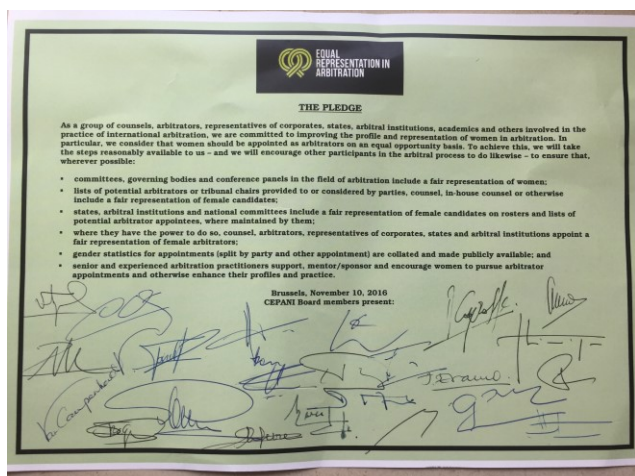
Wij nodigen u uit om onze website te bezoeken:

[www.brusselsarbitrationhub.eu](http://www.brusselsarbitrationhub.eu)



## THE PLEDGE

Le 10 novembre 2016, les membres du conseil d'administration du CEPANI ont signé le PLEDGE en faveur d'une représentation égale des hommes et des femmes en matière d'arbitrage. Le Pledge a fêté son premier anniversaire en 2017.



And in 2017, 18% of the arbitrators appointed by CEPANI were women, half of which were nominated by CEPANI and the other half by the parties.

This shows an increase of women appointed by Parties: in 2016, 90% of female arbitrators were appointed by the institution.

## PUBLICATIONS

### OUVRAGES SCIENTIFIQUES



### De strategie in internationale arbitrage - La stratégie dans l'arbitrage international

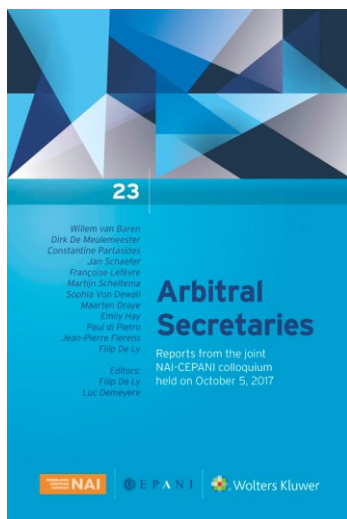
H. Boularbah, P. Callens, D. De Meulemeester, E. Geisinger, B. Hanotiau, P. Jous, J. Kraus-Kolber, D. Matray, D. Philippe, K. Van Den Broeck, O. van der Haegen

Bijdragen aan het colloquium van CEPANI van 12 januari 2017

In dit boek wordt de strategie in internationale arbitrage behandeld in al haar aspecten, i.e. van bij het opstellen van een arbitrageclausule tot de uitvoering van een arbitrale uitspraak. Daarbij wordt de strategie van elk van de actoren onder de

loep genomen, i.e. van de advocaat, de  
Aan de hand van uiteenzettingen en  
schriftelijke bijdragen is dit colloquium de  
vrucht van de rijke ervaring van belangrijke  
actoren in arbitrage; ervaringen die zelden  
zijn terug te vinden in een boek of een  
mondelijke uiteenzetting. Meer nog, de  
discussies en panelgesprekken zullen leiden  
tot een boeiende uitwisseling van ervaringen  
en praktijken.

Het gaat dus om een unieke positieve  
inbreng inzake internationale  
handelsarbitrage en arbitrage in het  
algemeen.



## Arbitral Secretaries

W. van Baren, D. De Meulemeester, C.  
Partasides, J. Schaefer, F. Lefèvre, M.  
Scheltema, S. Von Dewall, M. Draye, E. Hay,  
P. di Pietro, J.P. Fierens, F. De Ly.

bedrijfsjurist, de expert en de arbiter.

Editors: Filip De Ly and Luc Demeyere.

For a long time, arbitrators have been using  
secretaries in the performance of their  
duties. More recently, trained lawyers have  
been engaged in assisting arbitrators to  
discharge these duties. This book analyses  
this development from the perspective of  
transparency and discusses the pros and  
cons of a business model in which arbitral  
secretaries are used? It also provides a legal  
analysis under Belgian and Dutch law of the  
various relationships that emerge as a result  
of the use of arbitral secretaries i.e. the  
relationships between the arbitral secretary  
and the arbitrators, between the arbitral  
secretary and the parties to an arbitration  
and between the arbitral secretary and  
arbitral institutions. In addition, the book  
describes the rules of various arbitral  
institutions and scans case law regarding the  
use of arbitral secretaries from different  
perspectives: their appointment and  
remuneration, their independence and  
impartiality and above all the scope of their  
activities in relation to the core decision  
making functions of arbitral tribunals. The  
book concludes with the perspectives of  
arbitral institutions and of arbitrators  
regarding the use of arbitral secretaries

including the approach taken by CEPANI, The book contains the updated reports presented at the second joint NAI-CEPANI

NAI, ICC.

Colloquium held in Rotterdam on October 5, 2017.

## NEWSLETTER

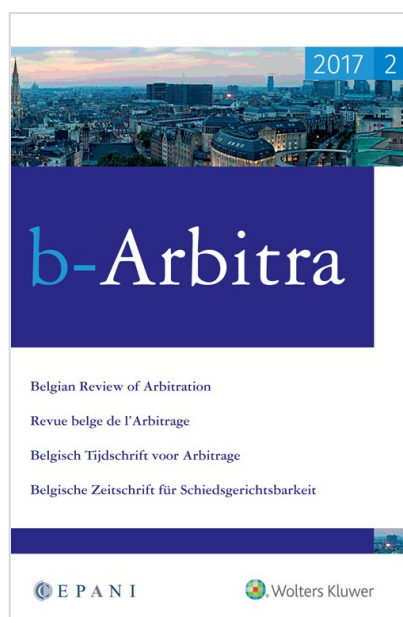


CEPANI publieert maandelijks een nieuwsbrief met korte informatieberichten omtrent arbitrage en

CEPANI. Deze nieuwsbrief wordt elektronisch gepubliceerd en is beschikbaar op onze website.

Veel dank aan Maxime Berlingin, Maarten Draye, Sophie Goldman en Sigrid Van Rompaey die er elke maand voor de publicatie van instaan.

## B-ARBITRA



b-Arbitra, la revue belge pour l'arbitrage, est une initiative du CEPANI, le Centre belge d'arbitrage et de médiation.

La revue semestrielle comprend des contributions en anglais et dans les trois langues officielles de la Belgique, qui sont le français, le néerlandais et l'allemand. Chaque article est accompagné d'un résumé en anglais. Les contributions qui y sont publiées sont soumises à une relecture scientifique, suivant la procédure du peer-review.

b-Arbitra entend soutenir la recherche scientifique sur des questions fondamentales

en relation avec l'arbitrage et promouvoir une analyse critique et innovatrice de ces questions ainsi que des thèmes plus concrets qui sont importants pour le public de l'arbitrage. La revue veut également engager un débat sur de nouvelles questions dans le domaine de l'arbitrage et constituer un forum pour l'échange d'information en

Europe, à la lumière de l'internationalisation de l'arbitrage et de l'accroissement des litiges transfrontaliers.

**Le comité de rédaction** est composé des personnes suivantes:

Annet van Hooff et Jean-François Tossens, Rédacteurs en chef et Lisa Bingham, Olivier Caprasse, Luc Demeyere, Werner Jahnel, Guy Keutgen, Jan Kleinheisterkamp, Maud Piers, Erica Stein, Herman Verbist et Caroline Verbruggen.

**Le conseil scientifique** quant à lui reprend Georges-Albert Dal, Filip De Ly, Antonias Dimolitsa, Johan Erauw, Michel Flamée, Bernard Hanotiau, Pierre Karrer, Guy Keutgen, Stefan Kröll, Thalia Kruger, Philippe Lambrecht, Françoise Lefèvre, Didier Matray, Pierre Mayer, Piet Taelman, Hans Van Houtte.

## STATISTICAL OVERVIEW

This yearly report provides a statistical overview of **CEPANI** arbitration in 2017 and the evolution in comparison with past years.

In this report, you will find information about proceedings administered by **CEPANI** such as the origin of the parties, the language, the constitution of arbitral tribunals, women in arbitration and more.

The 2017 statistics show that, regarding the geographical origin of the parties, the challenges of arbitrators, or the average duration of proceedings, the trends mostly remain the same as in 2016.

However, other parameters such as language, nature of the dispute and constitution of the Arbitral Tribunal have evolved slightly in 2017 as compared to 2016.

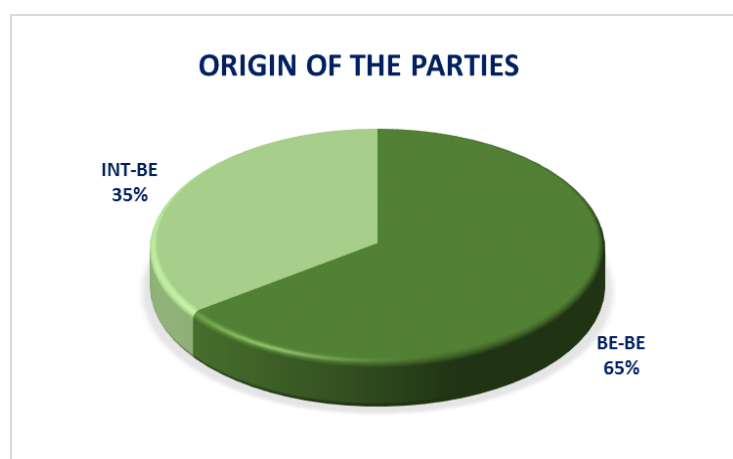
**CEPANI** continues its commitment to ensure that each case is handled with the requested efficiency, rapidity, and efficacy, and in accordance with the specific needs of the parties.

## PARTIES

### GEOGRAPHICAL ORIGIN

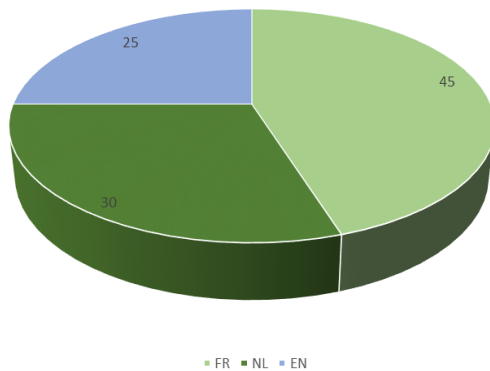
Dubai	1
China	1
France	3
Germany	2
Luxembourg	2
Netherlands	3
Panama	1
Paraguay	1
Spain	1
Switzerland	1

In 2017, 65 % of the cases were introduced between Belgian parties and 35 % between at least one Belgian and an International party.



## LANGUAGE

Language

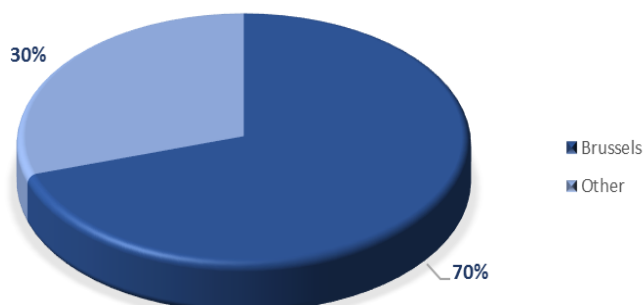


In 2017, there has been a slight increase of French cases compared to 2016. Indeed, 45% of the cases were introduced in French, 30% in Dutch and 25% in English.

In two pending arbitration proceedings, parties disagree on the language. The Arbitral Tribunal still has to hand down a decision.

## PLACE OF ARBITRATION

SEAT



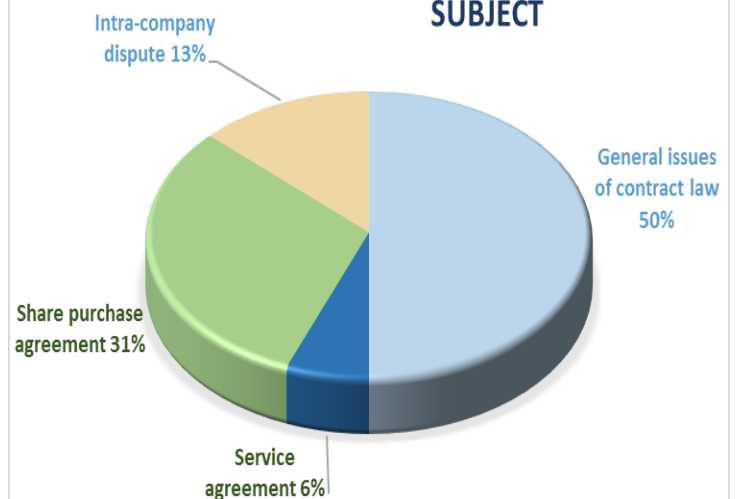
Brussels as place of arbitration is a steady trend.

In 2017, 70% of the cases had Brussels as seat of arbitration and 30% of the cases had their seat in another city.

In comparison to 2016, 85% of the cases had Brussels as seat of arbitration and 15% of the cases had their seat in another city.

## NATURE OF THE DISPUTE

SUBJECT



In 2017, 50% of the cases concerned general issues of contract law.

6% related to a service agreement.

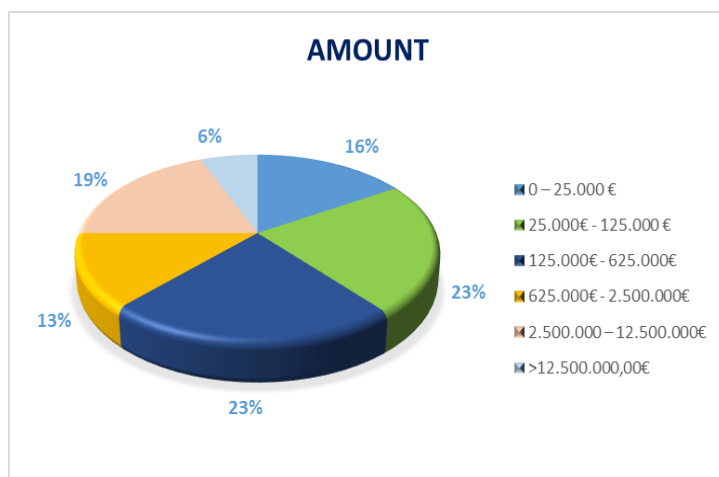
31% related to a share purchase agreement.

13% related to an intra-company dispute.



In comparison to 2016, general issues of contract law suits and share purchase agreement cases have increased significantly.

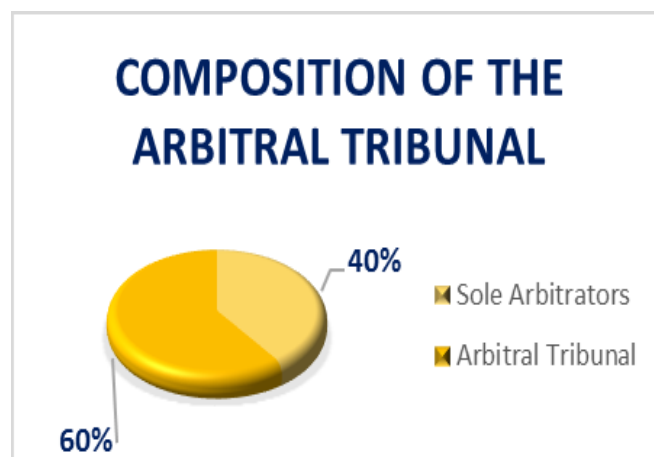
## AMOUNT IN DISPUTE



0 – 25.000 €	16%
25.000€ - 125.000 €	23%
125.000€ - 625.000€	23%
625.000€ - 2.500.000€ (Reduced almost by half in comparison to 2016)	13%
2.500.000€ – 12.500.000€	19%
> 12.500.000€	6%

## ARBITRAL TRIBUNAL

### CONSTITUTION



The majority (60%) of Arbitral Tribunals were composed of three arbitrators. These numbers pick up the same trend as in 2015.

The trend does mark an important change when compared to 2016, when a majority of Arbitral Tribunals were composed of a Sole Arbitrator.

	Proposed and appointed by the Appointment Committee	Proposed by the Parties / confirmed by the
Chairman of the Arbitral Tribunal composed of three arbitrators	40 %	60 %
Arbitral Tribunal composed of a sole arbitrator	90 %	10 %

In 2017 two emergency Arbitrators were appointed.

## WOMEN IN ARBITRATION

In 2017, 18% of the arbitrators appointed by CEPANI were women, half of which were nominated by CEPANI and the other half by the parties.

This shows an increase of women appointed by Parties: in 2016, 90% of female arbitrators were appointed by the institution.

## CHALLENGES AND REPLACEMENTS OF ARBITRATORS

In 2017, no arbitrator was challenged. Two arbitrators were replaced.

## AVERAGE DURATION OF CEPANI PROCEEDINGS IN 2017

In 2017, as in 2016, an arbitration procedure administrated under the CEPANI Rules lasted an average **15 months**, calculated as follows:

- ❖ Introduction to the constitution of the arbitral tribunal = 3 months.

The CEPANI Rules normally provide for a one-month deadline. The delay in practice is generally due to delays in the payment of the provision for arbitration costs by the parties. Under CEPANI Rules, the Appointment Committee shall only appoint the arbitral tribunal when the provision for arbitration costs is paid in full.

- ❖ Constitution of the arbitral tribunal to the Terms of Reference = 2 months.
- ❖ Terms of Reference to the award = 10 months.

When drawing up the Terms of Reference, or as soon as possible thereafter, the Arbitral Tribunal will organize a case management meeting between the Arbitral Tribunal and all parties involved in the proceedings. This

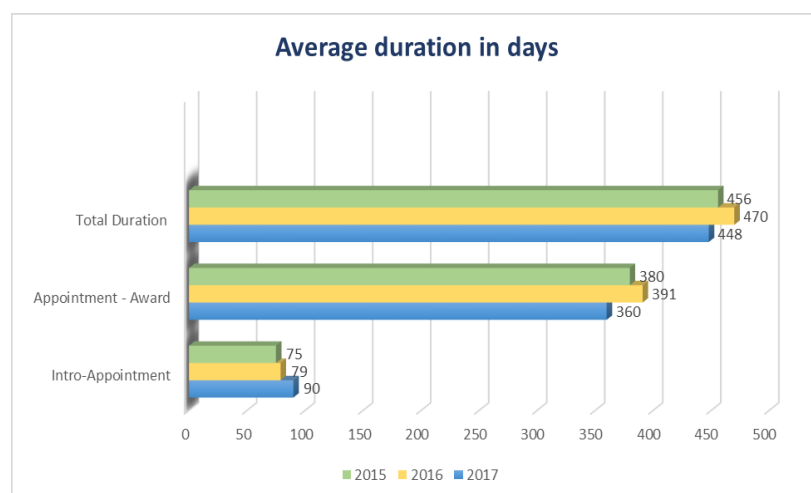
meeting may take place in person or via telephone or video conference. After having consulted the parties, the Arbitral Tribunal will draw up in a separate document the Procedural Timetable.

It is recommended that the parties not only send their counsel to attend this meeting, but to also be present themselves. This may positively influence the time limits agreed upon. In any case, the parties themselves are likely to have a better understanding of the arbitration process and to be in a better position to estimate what time limits are realistic.

The CEPANI Rules grant the Arbitral Tribunal a deadline of six months to render its award as from the signature of the Terms of Reference. The average time limit of 10 months is due to the fact that, with the parties' consent, arbitral tribunals often establish procedural timetables exceeding – and thus extending – the six month deadline provided for in the CEPANI Rules.

Constitution of the arbitral tribunal to the award = **12 months**

Total average duration of CEPANI arbitrations in 2017: **15 months**



## BEHEER VAN CEPANI



**Dirk De Meulemeester**

Voorzitter

(06.2014 - ...)



**Philippe Lambrecht**

Vice- Président

(09.2017-...)



**Didier Matray**

Vice- Président

(06.2014-...)



**Maud Piers**

Vice-Voorzitter

(06.2017-...)



**Dirk Van Gerven**

Vice-Voorzitter

(06.2014-...)



**Emma Van Campenhoudt**

Secrétaire – Générale

(09.2017-...)



**Audrey Goessens**

Conseiller

(04.2017 - ...)



**Camille Libert**

Juridisch attaché

(03.2015 - ...)

## LEDENAFDELING

In 2017 viel ons de eer te beurt om als leden te mogen verwelkomen:

Patrick BAETEN  
 Marie CANIVET  
 Quentin DECLEVE  
 Dieter DELARUE  
 Andrew DONOVAN  
 Marie DUPONT  
 Jean FLAMME  
 Rubben LINDEMANS  
 Arnaud NUYTS  
 Federico REGALDO,  
 Benoit SAMYN,  
 Jan VAN CAMP  
 Olivier VAN OUTRYVE  
 Philippe WALRAVENS

### Hoe lid worden?

Eénieder met belangstelling voor arbitrage of bemiddeling, ongeacht zijn/haar nationaliteit, kan lid worden van CEPANI.

De leden van CEPANI genieten de volgende voordelen:

- Een verminderde inschrijvingsprijs voor alle activiteiten van CEPANI;

- Een verminderde prijs voor de boeken en tijdschriften die CEPANI publiceert;
- Vermelding in de ledenlijst op de CEPANI-website;
- Vermelding in het repertorium van de CEPANI-leden.

Let wel: lidmaatschap van CEPANI biedt geen garantie of recht op een benoeming tot arbiter.

Iedere aanvraag tot lidmaatschap dient via het online formulier te worden bezorgd aan de voorzitter van CEPANI.

De aanvraag wordt op de eerstvolgende vergadering voorgelegd aan de Raad van Bestuur, die vervolgens beslist of de voorgelegde kandidatuur wordt aanvaard.

Overeenkomstig de statuten moet een kandidatuur steeds worden ondersteund door twee bestaande leden van CEPANI.

Vervolgens vragen wij u een recente versie van uw Curriculum Vitae te sturen aan [info@cepani.be](mailto:info@cepani.be).

Tot slot dient u de twee bestaande leden te vragen hun ondersteuning van uw

kandidatuur bekend te maken in een schrijven gericht aan de voorzitter van CEPANI, op het adres Stuiversstraat 8, 1000 Brussel.

In 2018 bedraagt de prijs voor het lidmaatschap 250,00 EUR excl. BTW (302,50 EUR incl. BTW).

Het lidmaatschapsgeld omvat een jaarabonnement op het Belgisch tijdschrift voor arbitrage *b-Arbitra*.

Wij danken u alvast voor uw interesse in CEPANI en kijken er naar uit u te mogen verwelkomen op onze activiteiten!

## BERICHT

### ACADEMIC PRIZE



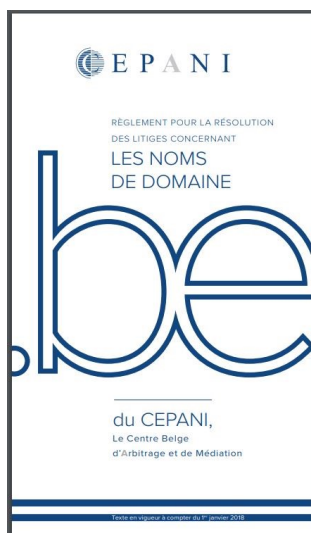
One of CEPANI's goals is to actively promote the knowledge and use of arbitration a.o. by encouraging the study of arbitration on a national and international level. Without a doubt, our young professionals take up a central spot in the elaboration of this mission. To support this young talent in particular, CEPANI takes great pride in organizing an **Academic prize** which rewards an **outstanding paper** in the field of national or international **arbitration**. The goal of this competition is to offer young professionals with an interest in the field the chance to gain recognition among their

peers. CEPANI's Academic Prize, which amounts to € 5.000, is awarded every three years. The competition is open to anyone who is **under** the age of **40** on the 1<sup>st</sup> of September of the year in which the prize is awarded, i.e. **1<sup>st</sup> of September 2018**.

If you wish to participate, please find the Rules, containing all practical information, on our website. They are available in English, Dutch, French and German.

For more information, please contact Ms. Emma Van Campenhoudt, Secretary General of CEPANI.

## NOUVEAU REGLEMENT POUR LA RESOLUTION DES LITIGES CONCERNANT LES NOMS DE DOMAINE .BE



En 2000, DNS.be, l'autorité d'enregistrement des noms de domaine «.be», a confié au CEPANI le soin d'établir un règlement pour régler les litiges concernant les noms de domaine «.be». Dans cette optique, un groupe d'experts réunis par le CEPANI a mis au point un règlement *ad hoc* décrivant les diverses phases de la procédure.

Cette procédure se caractérise par une très grande rapidité et par le fait qu'elle se déroule entièrement en ligne sans que, en principe, les parties comparaissent devant le tiers chargé de trancher le litige. La décision

de ce tiers est publiée sur le site du CEPANI et communiquée à DNS.be qui la met en œuvre en radiant le nom d'un domaine ou en modifiant le nom de son titulaire, sauf si une procédure d'appel est introduite ou si une décision judiciaire ordonne la suspension de la radiation ou du transfert dans un délai de 30 jours ouvrables suivant la décision.

Les tiers désignés par le CEPANI pour trancher le litige sont choisis parmi une liste d'experts régulièrement actualisée et reprise sur le site du CEPANI.

Le nouveau règlement pour la résolution des conflits concernant les noms de domaines .be du CEPANI est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Il est disponible en français, néerlandais et anglais sur notre site internet.



# Korean Commercial Arbitration Board

대한상사중재원

## KCAB SIGNING CEREMONY

On 14 June 2017, during a signing ceremony in Seoul, CEPANI Vice-President Mr. Dirk Van Gerven and Mr. Sung Bae Ji of the Korean Commercial Arbitration Board (KCAB) signed a cooperation agreement. Through this agreement, CEPANI and KCAB confirm to become more closely involved, which will enable a close collaboration between both organizations. Both institutions are convinced that the use of commercial arbitration, mediation and other forms of

alternative dispute resolution through fair and expeditious procedures lends confidence and stability to international trade. The cooperating institutions have therefore pledged to cooperate in the advancement of arbitration, mediation and other forms of alternative dispute resolution as a means of settling disputes arising out of international commercial transactions. To mark the occasion, a joint KCAB-CEPANI Seminar on Arbitration in Corporate Matters was held in Seoul on 15 June 2017 and held again in Brussels on 25 October 2017.

## DANKBETUIGING

Geachte collega's, zoals u weet, trad onze collega Philippe Lambrecht op 1 september 2017 af als Secretaris-generaal van CEPANI. Gedurende de 6 jaar van zijn mandaat heeft Philippe aanzienlijk bijgedragen aan de ontwikkeling van onze organisatie. Hij nam meer bepaald de ontwikkeling van de internationale draagkracht van CEPANI alsook de promotie van Brussel als zetel van arbitrage ter harte. Hij verrichtte dit alles

zeer talentvol, met doorzettingsvermogen en visie. Hij begeleidde tevens het Secretariaat met grote vaardigheid, hetwelk een hoofdrol speelt in onze organisatie en wiens uitmuntendheid en efficiëntie zelfs in het buitenland worden erkend. Om deze redenen, wens ik in naam van een unanieme Raad van Bestuur, mijn dank te betuigen aan Philippe. Ik ben verheugd dat hij heeft ingestemd om de functie van



Vicevoorzitter naast Didier Matray, Dirk Van Gerven en Maud Piers uit te oefenen. Ik kijk er naar uit verder te mogen blijven genieten van zijn ervaring en inzet. Vanaf 1 september 2017 werd Emma Van

Campenhoudt Secretaris-generaal van CEPANI. Jullie kennen haar allen en hebben haar kwaliteiten reeds weten te appreciëren. Ik twijfel er niet aan dat jullie haar uw volle steun zullen verlenen.

Dirk De Meulemeester Voorzitter van CEPANI

## PARTNERSHIPS

Le CEPANI faisant office de voie d'accès à la communauté belge de l'arbitrage, de nombreuses entreprises ont manifesté leur intérêt.

Le CEPANI a décidé d'accéder à ces demandes, tout en appliquant des normes strictes.

**En tant que centre d'arbitrage, le CEPANI estime que l'indépendance, l'impartialité et l'intégrité constituent des exigences primordiales et cruciales pour assurer son bon fonctionnement et inspirer la confiance auprès de ses utilisateurs.**

Par conséquent, les partenaires du CEPANI doivent être des entreprises qui appliquent elles-mêmes des normes strictes, jouissent d'une réputation sans faille et figurent au premier plan dans leur domaine.

Partners van CEPANI mogen op geen enkele manier betrokken partij zijn bij arbitrageprocedures die CEPANI leidt.

Aangeslotenen of personeelsleden van CEPANI-partners mogen geen functies uitoefenen in de bestuursorganen van CEPANI en mogen evenmin worden aangesteld of bekrachtigd als arbiter, mediator, scheidsrechter of expert.

Partnerships worden aangegaan met het oog op een langdurige relatie en kunnen alleen op een niet-opzichtige en esthetisch verantwoorde manier in beeld komen op de CEPANI-website, in de CEPANI-newsletter en tijdens conferenties waarvan CEPANI of CEPANI40 de hoofdorganisator is.

\* \* \*



Le 20 décembre 2016, le CEPANI a conclu un Partnership avec HL TRAD pour une durée initiale de cinq ans.

HL TRAD est une société française fondée en 2006 par deux spécialistes des services linguistiques B to B désireux de créer une société de traduction innovante, axée exclusivement sur les secteurs juridiques et financiers. Depuis 2006, HL TRAD a

HL TRAD, c'est aujourd'hui :

7 bureaux : Paris, Bruxelles, Londres, Genève, Amsterdam, Francfort & Milan ;

Plus de 3,000 traducteurs spécialisés dans les domaines juridique et financier ;

nettement marqué sa différence et sa volonté d'intégrer le quotidien des acteurs de ces secteurs. Ce positionnement de spécialiste, peu commun pour des prestations linguistiques, a fait d'HL TRAD un partenaire privilégié des acteurs du Droit et de la Finance. Ce concept original et atypique lui vaut aujourd'hui une expansion remarquable. HL TRAD ne cesse de croître et s'étend désormais dans toute l'Europe. HL TRAD est considérée comme la référence dans le domaine de la traduction et de l'interprétation juridique et financière.

Une équipe de 50 personnes à temps plein disponibles pour répondre à vos demandes 7 jours/7 ;

Plus de 750 clients et plus de 100 langues traitées.



Op 15 november 2016 is CEPANI een partnership aangegaan met Wolters Kluwer Belgium voor een aanvangsperiode van vijf jaar. Wolters Kluwer Belgium biedt

informatie, software en diensten aan juridische, tax, accounting, finance en HSE professionals en bedrijven. Ze helpen hun klanten efficiënter en effectiever te werken en vol vertrouwen beslissingen te nemen.



CEPANI en bMediation hebben een samenwerkingsovereenkomst gesloten.

Pierre Schaubroeck, Ere-Voorzitter bMediation: *“CEPANI en bMediation zijn belangrijke actoren op het gebied van de buitengerechtelijke geschillenbeslechting. CEPANI legt zich in hoofdzaak toe op arbitrage, terwijl bMediation zich op bemiddeling concentreert. Een samenwerking tussen beide organisaties ligt dan ook voor de hand.”*

Dirk De Meulemeester, Voorzitter CEPANI: *“De samenwerking is het samenbrengen van expertise en is een belangrijke stap om de versplintering in het landschap van buitengerechtelijke geschillenbeslechting te remediëren.”*

Door samen te werken willen beide organisaties actief bijdragen tot een doorbraak van duurzame effectieve methodes van geschillenbeslechting in burgerlijke en commerciële zaken.

Zowel bMediation als CEPANI onderschrijven daarmee het plan van de Minister van Justitie om onder meer bemiddeling een volwaardige plaats te doen verwerven in het Belgische justitielandschap.

Hun samenwerking zal zich o.a. uiten in informatie en overleg aangaande wetgevende initiatieven en inzake lezingen, colloquia, studiedagen en opleidingen. Zo werd de jaarlijkse Business Mediation Summit op 26 januari 2017 voor het eerst gezamenlijk georganiseerd door bMediation, het Instituut voor Bedrijfsjuristen en CEPANI .

Beide organisaties behouden hun eigen structuren en hun bestaande samenwerkingsverbanden, maar zullen zich thans samen inzetten voor de realisatie van een waarachtige cultuur van duurzame geschillenbeslechting in België. Ze staan evenzeer open voor samenwerking met andere organisaties die deze doelstelling van algemeen belang nastreven.

**!! 50% SALES AND MORE ON CEPANI'S ACADEMIC COLLECTION!!**

**50 % and more on  
CEPANI academic  
publications!!**

Special deals on CEPANI's academic collection,  
check it out on our website!!

**FOLLOW US ON TWITTER & LINKEDIN!!**



**CEPANI npo**



**@CEPANI\_npo**

## TABLE DES MATIERES

LE MOT DU PRESIDENT.....	3
QUI SOMMES NOUS?.....	7
NOG STEEDS NIET OVERTUIGD? .....	11
HET ONDERZOEK NAAR EN DE PROMOTIE VAN ARBITRAGE – WETENSCHAPPELIJKE ACTIVITEITEN VAN CEPANI .....	12
CEPANI .....	12
Activiteitenkalender.....	12
CEPANI40.....	46
Calendrier d’activités .....	46
WERKGROEPEN.....	54
Promotie van arbitrage .....	54
Herziening mini-trial, technische expertise, aanpassing van contracten .....	55
Effective case management.....	56
« Brussels Arbitration Hub - Hearing Center » .....	57
THE PLEDGE.....	59
PUBLICATIONS .....	59
Ouvrages scientifiques.....	59
Newsletter .....	61
b-Arbitra .....	61
STATISTICAL OVERVIEW .....	63
BEHEER VAN CEPANI.....	68
LEDENAFDELING .....	69
BERICHT.....	70
ACADEMIC PRIZE .....	70
NOUVEAU REGLEMENT POUR LA RESOLUTION DES LITIGES CONCERNANT LES NOMS DE DOMAINE .BE.....	71
KCAB SIGNING CEREMONY .....	72
DANKBETUIGING .....	72
PARTNERSHIPS.....	73
!! 50% SALES AND MORE on CEPANI’s Academic Collection!! .....	76



Stuiversstraat 8 Rue des Sols  
Brussel 1000 Bruxelles  
tel +32-2-515.08.35  
[info@cepani.be](mailto:info@cepani.be) [www.cepani.be](http://www.cepani.be)